

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2022

2022 ACTIVITY REPORT



SICCFIN
PRINCIPAUTÉ DE MONACO

Service d'Information
et de Contrôle sur les Circuits Financiers
13 rue Émile de Loth
98000 MONACO
Téléphone : (+377) 98 98 42 22
Fax : (+377) 98 98 42 24

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2022

2022 ACTIVITY REPORT



SOMMAIRE

CONTENTS

I. PRÉSENTATION DU SICCFIN / PRESENTATION OF SICCFIN	07
1. Le Pôle CRF / <i>The Financial Intelligence Unit</i>	08
2. Le Pôle Supervision / <i>The Supervisory Team</i>	09
3. Le Pôle Administratif / <i>The Administrative Team</i>	10
II. EVÈNEMENTS MARQUANTS / KEY EVENTS	13
1. L'évaluation MONEYVAL / <i>Moneyval evaluation</i>	13
2. Projets en cours / <i>Current projects</i>	14
3. International - Pôle CRF / <i>Key events - International - FIU</i>	15
III. ACTIVITÉ DE LA CELLULE DE RENSEIGNEMENT FINANCIER	
<i>ACTIVITY OF THE FINANCIAL INTELLIGENCE UNIT (FIU)</i>	17
1. Activité de la CRF en chiffres pour l'année 2022 / <i>Activity of the FIU in figures for 2022</i>	17
2. Les déclarations de soupçon / <i>Suspicious transaction reports</i>	19
3. La coopération nationale / <i>National cooperation</i>	21
4. La coopération internationale / <i>International cooperation</i>	27
5. La lutte contre le financement du terrorisme / <i>Counter terrorism and terrorist financing (T & FT)</i>	30
IV. ACTIVITÉ DE LA SUPERVISION DE LA LCB/FT-P	
<i>AML/TF/PF SUPERVISORY ACTIVITY</i>	35
1. Les contrôles sur pièces / <i>Desk audit</i>	36
2. Les contrôles sur place / <i>On-site inspections</i>	46
V. ACTIVITÉ DU PÔLE ADMINISTRATIF	
<i>THE ACTIVITY OF SICCFIN'S ADMINISTRATIVE TEAM</i>	55
1. Présentation du Pôle Administratif pour l'exercice 2022 / <i>Presentation of the Administrative Team in 2022</i>	55
2. Activités du pôle administratif / <i>The activity of SICCFIN's administrative team</i>	58
VI. COOPÉRATION NATIONALE / NATIONAL COOPERATION	61
LIENS UTILES / USEFUL LINKS	62



ÉDITORIAL

EDITORIAL

L'année 2022 représente pour le SICCFIN le dernier exercice complet de son histoire, commencée il y a près de 30 ans, en 1994. Avant la fin de l'année 2023, l'Autorité Monégasque de Sécurité Financière lui succèdera. Cette année fut marquée pour l'ensemble de ses équipes par de nombreux défis à relever dans un contexte exceptionnellement complexe.

Sur le plan international tout d'abord, où la situation en Ukraine a conduit à la mise en œuvre immédiate de mesures restrictives adoptées par l'Union européenne, avec l'introduction de nouvelles dispositions au sein de l'Ordonnance Souveraine n° 8.664 du 26 mai 2021 relative aux procédures de gel des fonds et des ressources économiques en application de sanctions économiques internationales.

Sur un plan national ensuite, l'évaluation de la Principauté de Monaco par le Comité Moneyval du Conseil de l'Europe, conduite sur l'ensemble de l'année 2022, a induit une réflexion systémique sur le dispositif national LCB/FT-P existant. Depuis, de nombreuses réformes textuelles et structurelles ont été initiées ou accélérées. A cet égard, le SICCFIN s'est pleinement engagé dans ce mouvement de fond et ces actions se poursuivent au moment de l'écriture du présent rapport d'activité.

Dans ce cadre, le SICCFIN lui-même a commencé sa mutation pour devenir en 2023 une Autorité Administrative Indépendante dotée de nouvelles missions, pouvoirs et prérogatives.

Parallèlement à ces changements d'ordre institutionnel, le SICCFIN a initié un vaste chantier pour se doter d'un arsenal technique et informatique à la hauteur des standards internationaux en vigueur et en adéquation avec l'ensemble des missions qui lui seront dévolues. A cette occasion, plusieurs projets informatiques d'envergure, jusqu'ici en gestation ou en cours de développement, ont été regroupés au sein d'un Pôle Informatique ad hoc entièrement dédié aux besoins de l'Autorité. L'objectif est de les voir aboutir dans les prochains mois.

Ce mouvement de transformation du SICCFIN en Autorité Administrative Indépendante s'accompagne nécessairement d'une croissance significative de ses ressources humaines, matérielles et budgétaires, qui vient d'être amorcée et devra se poursuivre. En contrepartie, ses missions seront mécaniquement

A story that began almost 30 years ago in 1994 is now drawing to a close, with 2022 the last full year of SICCFIN's existence. By the end of 2023, it will be replaced by the Monaco Financial Security Authority (Autorité Monégasque de Sécurité Financière). For everyone at the organisation, 2022 was a period of significant challenges in an exceptionally complex climate.

On the international stage above all, with the European Union adopting immediate restrictions in response to the situation in Ukraine, and Sovereign Ordinance No. 8,664 of 26 May 2021 introducing new provisions governing the freezing of funds and economic resources under international sanctions.

Domestically also, with the Principality of Monaco undergoing a year-long evaluation by the Council of Europe's Moneyval Committee that led to a root and branch rethink of the country's existing AML/TF/PF system. Since the evaluation, a number of legislative and structural changes have been brought in or fast-tracked. SICCFIN has played a full part in this wider process, which is ongoing at the time of writing this report, and has already begun the transformation that will see it become an Independent Administrative Authority in 2023, with new roles, powers, and prerogatives.

Alongside these institutional changes, SICCFIN has begun the huge task of acquiring the technical resources and computer systems needed to meet international standards and carry out its new roles. Several major information technology projects that were previously at the developmental stage have now been grouped together under a new ad hoc IT Team, entirely focused on meeting the Authority's requirements. The aim is to complete these projects in the next few months.

The move to turn SICCFIN into an Independent Administrative Authority will require a considerable expansion in the organisation's human, material, and financial resources. That process has already begun, and will continue. On the other side of the coin, its remit will be widened to create an Authority capable of meeting all of the FATF recommendations applicable to Financial Intelligence Units and Supervisory Authorities in the field of AML/TF/PF. An ambitious communication strategy designed to promote best practices in the private sector is

vouées à s'étendre avec pour cible de devenir une Autorité répondant pleinement à l'ensemble des exigences des recommandations du GAFI applicables aux Cellules de Renseignement Financier et aux Autorités de Supervision en matière de LCB/FT-P. En particulier, une stratégie ambitieuse de communication et de diffusion des meilleures pratiques au secteur privé est à l'œuvre et permettra à la place monégasque d'être aux meilleurs standards internationaux.

L'année 2022 apparaît donc rétrospectivement comme une année de changement et de développement pour le SICCFIN avant sa transformation effective prévue courant 2023. L'évolution drastique du dispositif national LCB/FT-P s'opère dans un contexte exigeant et de nombreuses volontés au sein des autorités et des services de la Principauté de Monaco y concourent aux côtés du SICCFIN. À ce titre, ce propos introductif ne peut se conclure sans souligner une nouvelle fois le travail considérable des femmes et des hommes du SICCFIN qui ne comptent pas leurs efforts dans leurs missions quotidiennes et pour permettre à l'Autorité qui remplacera ce Service d'atteindre rapidement les standards les plus élevés.

already in the pipeline, to ensure that Monaco's financial sector satisfies the very highest international standards.

And so we will look back on 2022 as a year of change and development for SICCFIN, ahead of its official transformation in 2023. These radical changes to the national AML/TF/PF system come at a challenging time, and alongside SICCFIN the various national agencies and authorities of the Principality of Monaco are committed to ensuring their success. On that note, I could not end this foreword without once again highlighting the tireless efforts of by the men and women of SICCFIN, who are working hard every day to ensure that the new Authority is quickly capable of achieving the very highest standards.



PRÉSENTATION DU SICCFIN

PRESENTATION OF SICCFIN

Institué en 1994, le SICCFIN est un service administratif placé sous la tutelle du Département des Finances et de l'Économie. Comme autorité administrative autonome, le SICCFIN exerce son activité en toute indépendance. Il ne reçoit d'instruction d'aucune autorité. Cette indépendance a valeur légale en vertu de l'article 46 de la loi n° 1.362, modifiée.

Le SICCFIN possède une double compétence :

- Il répond à la définition internationale des Cellules de Renseignements Financiers (CRF) retenue par le Groupe d'Action Financière (GAFI). A ce titre, il réceptionne, analyse et transmet le cas échéant les déclarations de suspicion de blanchiment ou financement du terrorisme faites par les professionnels et les déclarations de transports transfrontaliers d'espèces et d'instruments au porteur ;
- Il supervise la bonne application des textes LCB/FT-P par les professions financières et non financières assujetties.

Son rôle central dans le dispositif national de LCB/FT-P en font un membre permanent des différents comités en la matière et il participe activement aux travaux d'Évaluation Nationale des Risques sous l'égide du Comité de Coordination et de Suivi de la Stratégie Nationale de Lutte contre le Blanchiment de Capitaux, le Financement du Terrorisme et de la Prolifération des Armes de Destruction Massive et la Corruption institué par l'Ordonnance Souveraine n° 9.729 du 1^{er} février 2023.

Le SICCFIN possède, outre sa direction et son secrétariat, trois pôles d'activité :

- Le pôle analyses, enquêtes et coopération internationale, qui correspond à la CRF ;
- Le pôle contrôle et supervision ;
- Le pôle administratif, qui comprend les relations internationales et les missions informatiques.

L'ensemble des agents du SICCFIN ainsi que les experts extérieurs qui peuvent les assister dans certaines de leurs missions, sont spécialement commissionnés par le Ministre d'État. Ils prêtent également serment devant le Premier Président de la Cour d'Appel, s'engageant à respecter le secret professionnel dans l'exercice de leurs missions et à faire preuve d'intégrité et de loyauté dans leurs fonctions.

Established in 1994, SICCFIN is a government agency placed under the supervision of the Ministry of Finance and Economy. As an autonomous administrative body, SICCFIN operates entirely independently. It does not receive instructions from any authority. Its independence is legally enshrined in Article 46 of Act No. 1.362, amended.

SICCFIN has two roles:

- It meets the international definition of a Financial Intelligence Unit (FIU), as defined by the Financial Action Task Force (FATF). As such, it receives and analyses suspicious transaction reports from businesses and professionals about potential money laundering or terrorist financing, and forwards them to the appropriate authority if necessary. It also receives declarations of cross-border transport of cash and bearer instruments.*
- It supervises the activity of regulated financial and non-financial professionals to ensure they properly implement applicable AML/TF/PF legislation.*

By virtue of its central role in Monaco's AML/TF/PF system, it has permanent representation on various committees in the field and actively contributes to the National Risk Assessment, carried out under the aegis of the Committee for Coordination and Monitoring of the National Strategy on Money Laundering, Terrorist Financing, the Proliferation of Weapons of Mass Destruction and Corruption, itself created by Sovereign Ordinance No. 9.729 of 1 February 2023.

In addition to its executive team and secretariat, SICCFIN has three other teams dedicated to specific activities:

- The Analysis, Investigations, and International Cooperation Team, which acts as the Monegasque FIU;*
- The Inspections and Supervisory Team;*
- The Administrative Team, which handles international relations and IT matters.*

All SICCFIN officers and any external experts who may assist them are specially commissioned by the Minister of State. They also take an oath before the First President of the Court of Appeal, pledging to uphold professional secrecy when carrying out their duties and to act with integrity and fairness at all times.

1. Le Pôle CRF

Le SICCFIN traite les informations qu'il reçoit de plusieurs sources, telles que les professionnels assujettis à la Loi n° 1.362 modifiée (qui régit la LCB/FT-P en Principauté), les CRF homologues étrangères et d'autres services de l'État.

Les informations reçues sont analysées afin de détecter les flux financiers ou les situations présentant d'éventuels risques de blanchiment de capitaux, de financement de terrorisme ou de prolifération des armes de destruction massive, ou de corruption.

Les investigations préalables sont confiées au Pôle Analyses, Enquêtes et Coopération internationale. Placé sous la responsabilité d'un Conseiller Technique, ce pôle était composé en 2022 de 5 agents en charge de l'analyse et du traitement des déclarations de soupçon et de l'ensemble des informations reçues en lien avec la LCB/FT-P.

Lorsque l'analyse d'une déclaration de soupçon révèle des indices sérieux de blanchiment de capitaux, de financement du terrorisme ou de corruption, un rapport est transmis au Procureur Général qui décidera de diligenter ou non des suites judiciaires.

En outre, le SICCFIN est chargé d'enregistrer et de traiter les déclarations de transports transfrontaliers d'espèces et d'instruments au porteur qui sont recueillies par la Direction de la Sécurité Publique dans le cadre des contrôles réalisés aux frontières terrestres, aériennes ou maritimes de la Principauté.

Les agents de ce pôle assurent également les échanges d'information avec les CRF dans le cadre de la coopération internationale administrative.

1. The Financial Intelligence Unit

SICCFIN processes information received from a variety of sources, including regulated entities subject to Act No. 1,362 amended (which governs the Principality's AML/TF/PF regime), FIUs in other countries, and other government departments.

The information received is analysed to detect financial flows or situations that could potentially pose a risk of money laundering, terrorist financing, proliferation of weapons of mass destruction, or corruption.

The Analyses, Investigations and International Cooperation team handles preliminary investigations. Working under the responsibility of a Technical Inspector, this team was staffed by five officers in 2022, tasked with analysing and processing suspicious transaction reports and all other information received in relation to AML/TF/PF.

If analysis of the suspicious transaction report finds serious evidence of money laundering, terrorist financing, or corruption, a report is disseminated to the Public Prosecutor, who will then decide whether or not to prosecute.

SICCFIN is also responsible for registering and processing reports of cross-border transport of cash and bearer instruments that are collected by the Monaco Police Department during controls performed at the Principality's land, air or sea borders.

Staff in this team also exchange information with other FIUs as part of international cooperation between administrative authorities.

2. Le Pôle Supervision

L'autre activité majeure du SICCFIN est le contrôle de la bonne application de la loi n° 1.362 et des mesures prises pour son exécution par l'ensemble des professionnels assujettis.

Ce contrôle s'exerce selon deux modalités complémentaires :

- Le contrôle sur pièces, qui permet de s'assurer de l'existence formelle du dispositif LCB/FT-P des professionnels assujettis mais également d'établir le niveau de risque de chacun de ceux-ci ;
- Le contrôle sur place principalement effectué au moyen de missions se déroulant dans les établissements financiers et non financiers soumis aux obligations LCB/FT-P. Ce type de contrôle permet de s'assurer de l'effectivité du dispositif LCB/FT-P des professionnels assujettis.

Le SICCFIN reçoit régulièrement, dans le cadre de ses missions de supervision, et plus particulièrement celles qui concernent les établissements financiers les plus importants de la Place, le renfort ponctuel d'experts extérieurs. Il s'agit de professionnels reconnus, anciens Inspecteurs ou Inspecteurs Généraux de la Banque de France, qui disposent d'une grande expérience et sont spécialisés dans les contrôles des établissements financiers.

Le suivi des missions de contrôles sur place et sur pièces ainsi que les problématiques liées à la supervision sont abordés lors des réunions du Groupe de Travail « Supervision » (GTS) qui se tient toutes les deux semaines et réunissent l'ensemble des agents du pôle supervision.

Par ailleurs, dans le domaine de la prévention les agents du pôle supervision contribuent à l'élaboration des guides pratiques sectoriels (ceux destinés aux agents immobiliers, aux agents sportifs et aux professionnels du yachting ont été publiés en 2021) et aux lignes directrices permettant d'explicitier les obligations légales qui incombent aux professionnels assujettis.

2. The Supervisory Team

SICCFIN's other major activity is ensuring that Act No. 1,362 and related implementing measures are properly implemented by all professionals subject to this legislation.

Regulated professionals are supervised in two complementary ways:

- *Desk audits, which are used to check that regulated professionals have adopted formal AML/TF/PF systems and to assess the risk level posed by their respective activities.*
- *On-site inspections, usually carried out at the premises of financial and non-financial institutions subject to AML/TF/PF obligations, to ensure that their AML/TF/PF systems work effectively in practice.*

As part of its supervisory role, particularly for the largest financial institutions in Monaco, SICCFIN regularly receives additional assistance from external experts. These are recognised professionals with considerable experience and specialist knowledge of monitoring financial institutions (former Banque de France Inspectors or Inspectors General).

The progress and findings of on-site inspections and desk audits, as well as general supervisory issues, are discussed at fortnightly meetings of the "Supervision" Working Group (SWG), attended by all officers from the Supervisory Team.

To prevent unlawful activity and encourage professionals to comply with their obligations proactively, the Supervisory Team's officers also help compile guidelines explaining the legal obligations of professionals subject to AML/TF/PF legislation, and practical guides for specific sectors (for example, guides for estate agents, sports agents, and yachting industry professionals were published in 2021).

3. Le Pôle Administratif

Le pôle Administratif assure une mission transversale de gestion des fonctions de support auprès des autres pôles du SICCFIN.

Tous les membres du pôle apportent leur expertise dans les domaines qui les concernent avec une vision globale indispensable à la réussite d'une synergie collective sur fond de coordination et de transversalité.

Le pôle répond aux besoins informatiques, juridiques et d'organisation interne.

Les fonctions de support du pôle sont déclinées principalement en termes de :

- Solutions & support informatique
- Questions légales et Juridiques
- Gestion des dépenses
- Achats
- Programmation des déplacements du personnel
- Communication interne & externe du service
- Envois et prise en charge des courriers entrants/sortants
- Accueil des personnes
- Gestion des infrastructures physiques en relation avec le Service de Maintenance des Bâtiments Publics (SMBP) et l'Administration des Domaines (Bureau Central d'Approvisionnement).

3. The Administrative Team

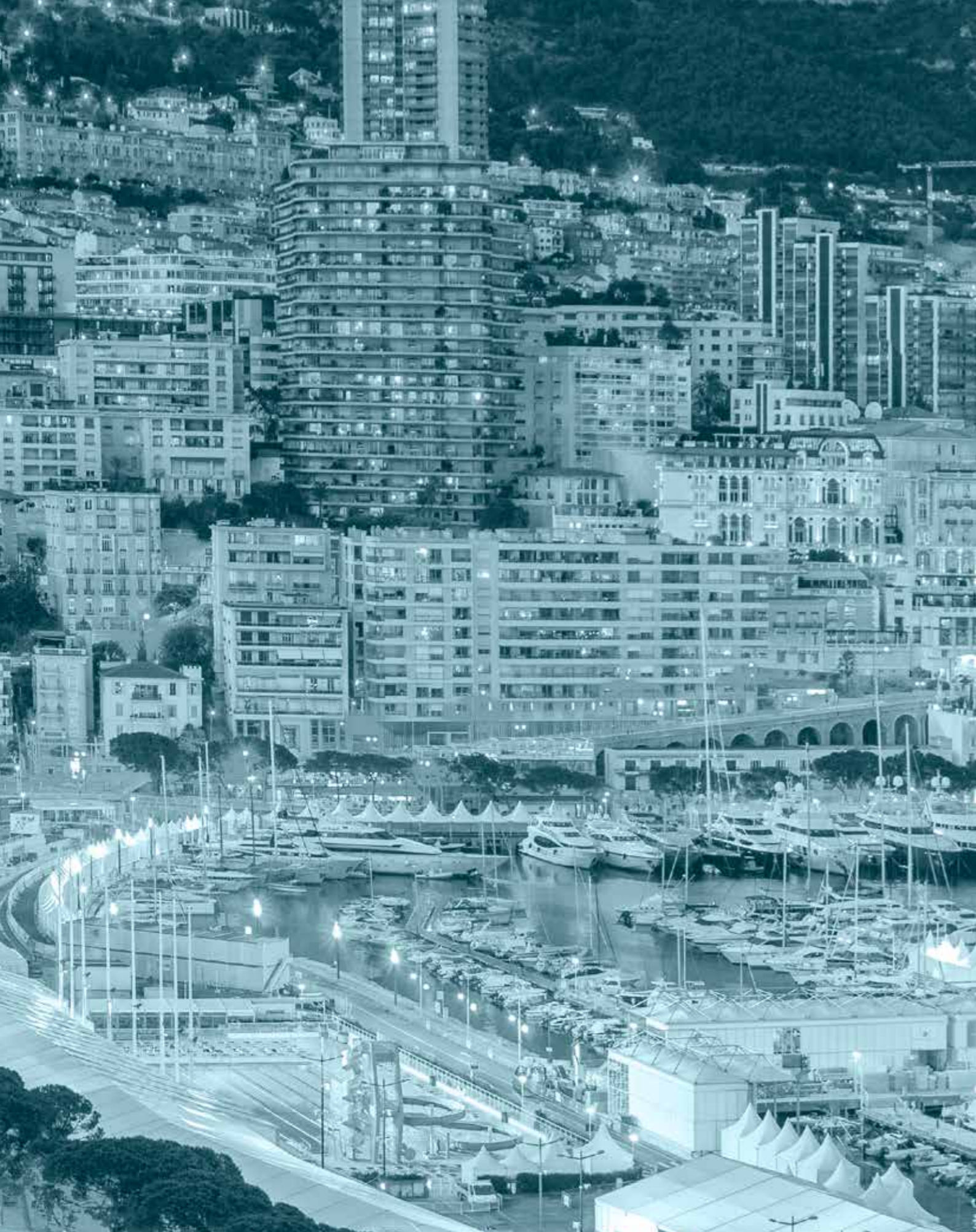
The Administrative Team provides general back office support to all of SICCFIN's other teams.

All members of the Administrative Team have expertise in a particular area, providing a global vision that is essential to enabling the different parts of SICCFIN to work together in synergy and deliver coordinated, comprehensive results.

The team handles IT, legal, and internal organisational requirements.

Its support functions are focused on:

- *IT solutions and support*
- *Legal matters*
- *Budget management*
- *Procurement*
- *Staff travel arrangements*
- *Internal and external communications*
- *Incoming/outgoing correspondence*
- *Receiving visitors*
- *Managing physical infrastructure in conjunction with the Public Buildings Maintenance Office and the State Property Authority*



II. ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

KEY EVENTS

L'année 2022, qui représente le dernier exercice complet du SICCFIN avant sa transformation en Autorité Administrative Indépendante en 2023, a été marquée par l'évaluation de la Principauté par le Comité MONEYVAL du Conseil de l'Europe, la poursuite ou la mise en œuvre de projets de modernisation informatique et la participation accrue aux activités internationales en lien avec ses métiers.

2022 marked SICCFIN's last full year of existence before it becomes an independent administrative authority in 2023. Over the course of the year, the Principality underwent an evaluation by the Council of Europe's MONEYVAL Committee, while SICCFIN forged ahead with plans to modernise its IT systems, and continued to take part in international activities aimed at tackling financial crime.

1. L'évaluation MONEYVAL

L'ensemble du dispositif LCB/FT-P de la Principauté a fait l'objet d'une évaluation qui a débuté par l'envoi de questionnaires aux évaluateurs du Comité MONEYVAL en juillet et août 2021.

L'année 2022 a, quant à elle, été marquée par les nombreux échanges avec les évaluateurs, auxquels les agents des deux pôles opérationnels du SICCFIN ont été largement associés :

- Une visite sur place de deux semaines s'est déroulée à Monaco entre le 21 février et le 4 mars.
- Deux projets de rapports d'évaluation qui ont été commentés par écrit par les autorités monégasques respectivement en avril-mai et en juillet.
- Une réunion de « face-à-face » qui s'est déroulée au siège du Conseil de l'Europe à Strasbourg du 12 au 15 septembre.
- Et la plénière du Comité MONEYVAL du 5 au 8 décembre à l'issue de laquelle le Rapport d'Évaluation Mutuel (MER) de la Principauté a été adopté.

Les principales conclusions de ce MER sont relatives à la nécessité d'améliorer l'effectivité d'ensemble du dispositif LCB/FT-P, avec s'agissant du SICCFIN le constat d'un manque de ressources humaines et technologiques sur la période ayant fait l'objet de l'évaluation.

1. Moneyval evaluation

A formal evaluation was conducted to assess the Principality's entire AML/TF/PF system. The first step in this process saw completed surveys sent to the MONEYVAL Committee's assessors in July and August 2021.

Regular discussions were then held with the assessors throughout 2022, with officers from both of SICCFIN's operational teams closely involved.

- The assessors visited Monaco for a two-week inspection between 21 February and 4 March.
- Two draft evaluation reports were produced in April and May, with the Monegasque authorities submitting written feedback in July.
- A face to face meeting was held at the Council of Europe's headquarters in Strasbourg from 12 to 15 September.
- Finally, the plenary meeting of the MONEYVAL Committee was held from 5 to 8 December, culminating in the adoption of the Mutual Evaluation Report (MER) on the Principality.

The MER's main findings identified the need to enhance the overall effectiveness of the country's AML/TF/PF system, while the assessors noted that SICCFIN was affected by a lack of human and technical resources during the period evaluated.

Suite à la publication de ce Rapport d'Évaluation Mutuelle par le Comité MONEYVAL le 23 janvier 2023, puis son adoption par la plénière du GAFI en février 2023, la Principauté fait l'objet d'une période de surveillance d'un an au cours de laquelle elle doit répondre à l'ensemble des actions recommandées figurant au MER. L'objectif est de pouvoir démontrer des progrès positifs et tangibles sur l'ensemble de ces actions recommandées.

Par ailleurs, la Principauté fera en parallèle l'objet d'un rapport de suivi lors de la plénière du Comité MONEYVAL de décembre 2024 lors de laquelle seront étudiés les progrès enregistrés dans le dispositif législatif LCB/FT-P.

2. Projets en cours

2.1 Les projets informatiques adressés en 2022

L'année 2022 a vu le lancement du logiciel d'évaluation des risques STRIX. Ce logiciel utilisé par un grand nombre de pays à travers le monde a été défini et paramétré en accord avec les équipes de la DITN tout au long de l'année. L'initialisation d'une première campagne en décembre 2022 a montré l'efficacité de la solution et a pu générer une série de résultats précis qui ont permis au service de réaliser une cartographie des risques de l'ensemble des secteurs exposés de la Principauté.

Solution verticale développée pour le SICCFIN, le Fichier des Comptes Bancaire de Monaco (FICOBAM) a également connu des développements complémentaires. Ces aménagements entamés en 2022 doivent permettre l'augmentation de fonctionnalités et l'ouverture de la solution à d'autres entités visées par la Loi en 2023.

2.2 Les projets mis en chantier en 2022

Afin d'améliorer l'efficacité des équipes du SICCFIN et répondre aux attentes de MONEYVAL plusieurs chantiers ont été réactivés ou lancés en 2022. On pense en premier lieu au logiciel de déclaration de soupçon goAML dont le lancement est programmé pour fin 2023.

Des études autour des solutions de cyber sécurité et d'analyse de « blockchain » ont également été initialisées. Ces « benchmarks » menées en accord avec les responsables de la CRF et de la Supervision ont mené à la création de programmes ambitieux début 2023.

Après plusieurs années sans évolutions notables, le SICCFIN a entamé en fin d'année 2022 une véritable révolution qui doit permettre au service de se rénover et mener ses actions avec des solutions 2.0.

Following the publication of this report by the MONEYVAL Committee on 23 January 2023, and its subsequent endorsement by the FATF plenary in February 2023, Monaco was placed under an enhanced follow-up procedure lasting one year, during which period it will be required to address all of the actions recommended in the Mutual Evaluation Report. The aim is to demonstrate that positive tangible progress is being made on all of the recommendations.

The MONEYVAL Committee will also issue a follow-up report on the Principality at its plenary session in December 2024, looking at the progress made on the AML/TF/PF system.

2. Current projects

2.1 IT projects tackled in 2022

SICCFIN adopted the risk assessment tool STRIX in 2022. Over the course of the year, the software suite - used by many countries around the world - was deployed and configured in conjunction with staff from the Digital Transition Office (DITN) of Monaco. A successful initial campaign run in December 2022 demonstrated the solution's effectiveness, generating a series of detailed results that SICCFIN was able to use to produce a risk map covering every sector of the Principality's economy exposed to AML/TF/PF risks.

Another vertical solution developed for SICCFIN, the Monaco Bank Accounts Database (FICOBAM), was also upgraded. The changes introduced in 2022 will add new features and open up the solution to new regulated entities in 2023.

2.2 Other projects begun in 2022

To enable SICCFIN's teams to work more efficiently and address the recommendations made by the MONEYVAL Committee, several projects were begun or reactivated in 2022. Chief among these is the software solution goAML, used to handle suspicious transaction reports, which SICCFIN will adopt at the end of 2023.

Benchmarking studies were also carried out to compare cyber-security and blockchain analysis solutions, in conjunction with senior officers from the FIU and the Supervisory Team, resulting in the creation of ambitious programmes in early 2023.

After several years with no major developments, SICCFIN embarked on a process of radical change at the end of 2022, designed to modernise its working procedures using 2.0 solutions.

3. International – Pôle CRF

3.1 Moneyval

A noter que deux membres de la CRF étaient présents dans la délégation monégasque qui a échangé avec les experts du Comité MONEYVAL, lors de l'évaluation mutuelle du 5^e cycle de la Principauté de Monaco.

3.2 Groupe Egmont

Le Groupe EGMONT est une organisation internationale qui a pour mission de lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB/FT-P). A cette fin, elle met en place des formations et des mécanismes destinés à renforcer, au niveau mondial, la coopération des CRF.

• Groupes de Travail du Groupe Egmont (à distance – Covid) : En février 2022, deux agents de la CRF ont participé aux réunions du Groupe de Travail du Groupe Egmont. En raison de la pandémie de Covid-19, comme en 2021, ces réunions n'ont pas pu se tenir en présentiel. Aussi, les agents du SICCFIN y ont participé en visioconférence.

• Plénière du Groupe Egmont (Riga, Lettonie) : Deux agents de la CRF de la Principauté ont participé, du 10 au 14 juillet dernier, à la 28^e assemblée plénière du Groupe EGMONT qui s'est déroulée à Riga (Lettonie). A l'occasion de cette plénière, la délégation monégasque a reçu un « certificat d'appréciation du Groupe EGMONT », signe de reconnaissance de la qualité de la coopération et des contributions effectuées au sein du Groupe Egmont par la CRF monégasque.

3.3 Formation

3.3.1 Royal United Services Institute (RUSI)

Le 15 novembre 2022, deux analystes de la CRF ont assisté à un atelier en ligne organisé par le Projet Collaboration Research and Analysis Against the Financing of Terrorism (CRAAFT). Ce webinaire avait pour thème la Lutte contre le Financement du Terrorisme et plus spécifiquement la réévaluation du risque du financement du terrorisme. Des experts se sont exprimés lors de nombreux ateliers permettant de prendre en compte un large nombre d'aspects sous-jacents au financement du terrorisme.

3.4 MoU

La CRF monégasque a signé en octobre 2022 un accord de coopération (MoU – Memorandum of Understanding) avec la CRF de Taiwan. Conclues sur un modèle d'accord-cadre, ces accords sont destinés à faciliter et à renforcer les échanges de renseignements entre les pays signataires dans le souci d'optimiser les enquêtes. Leur mise en œuvre est notamment soumise à certaines garanties réciproques.

3. Key events - International - FIU

3.1 Moneyval

Two members of the FIU were part of the Monegasque delegation that engaged with the MONEYVAL Committee experts, during the fifth mutual evaluation round of the Principality of Monaco.

3.2 The Egmont Group

The Egmont Group is an international organisation whose role is to combat money laundering and terrorist financing. To this end, it provides training courses and mechanisms aimed at strengthening cooperation between FIUs at the global level.

• *Egmont Group Working Groups (remote – Covid): In February 2022, two officers from the FIU attended meetings of the Egmont working groups. As in 2021, these meetings could not take place physically owing to Covid-19 restrictions. The SICCFIN officers attended by video-link.*

• *Egmont Group Plenary (Riga, Latvia): Two officers from the Principality's financial intelligence unit (FIU), took part in the 28th Plenary of the EGMONT Group, held from 10 to 14 July this year in Riga (Latvia). During the session, the Monegasque delegation was presented with a "certificate of appreciation" in recognition of the FIU's high quality cooperation and contribution to the Egmont Group's work.*

3.3 Training

3.3.1 Royal United Services Institute (RUSI)

On 15 November 2022, two analysts from the FIU attended an online seminar organised by the project Collaboration, Research and Analysis Against the Financing of Terrorism (CRAAFT). The event focused on Counter Terrorist Financing and specifically the re-assessment of terrorist financing risks. Numerous contributions from different experts covered a broad spectrum of issues underlying terrorist financing.

3.4 MoU

In October 2022, the Monegasque FIU signed a Memorandum of Understanding with its Taiwanese counterpart. Based on a framework agreement, the MoU is designed to facilitate and strengthen the exchange of information between the signatory countries to optimise investigative work. It includes a number of reciprocal guarantees.



III. ACTIVITÉ DE LA CELLULE DE RENSEIGNEMENT FINANCIER (CRF)

ACTIVITY OF THE FINANCIAL INTELLIGENCE UNIT (FIU)

Les articles 46 et 47 de la loi n° 1.362, modifiée, énoncent que : « Le Service d'Information et de Contrôle sur les Circuits Financiers (le SICCFIN, qui est la cellule nationale de renseignement financier) est chargé de recevoir, d'analyser les déclarations de transactions suspectes reçues des organismes et des personnes visés à l'article premier, ainsi que toutes les informations pertinentes concernant la lutte contre le blanchiment de capitaux, les infractions sous-jacentes associées, le financement du terrorisme, la corruption et la prolifération des armes de destruction massive. Dans l'exercice de ses missions, il agit en toute indépendance et ne reçoit d'instruction d'aucune autorité ».

Dans le cadre de sa mission, le SICCFIN conduit notamment « ...L'analyse opérationnelle qui exploite les informations disponibles et susceptibles d'être obtenues afin d'identifier des cibles spécifiques, à savoir notamment des personnes, des biens ou des réseaux ou associations criminels, de suivre la trace d'activités ou d'opérations particulières et d'établir les liens entre ces cibles et un possible produit des infractions et le blanchiment de capitaux, les infractions sous-jacentes, ainsi que le financement du terrorisme... ».

1. Activité de la CRF en chiffres pour l'année 2022

L'activité de la CRF se résume en trois principales étapes

1. La réception des informations

Elle s'est matérialisée notamment par :

- Le nombre de déclarations de soupçon reçues des professionnels visés à l'article premier de la loi, modifiée, qui enregistre une hausse de 34 % par rapport à 2021 ;
- Le nombre d'informations reçues au niveau national, en provenance d'autres autorités, organismes et services, qui affiche cette année une forte augmentation de 142% par rapport à 2021 ;
- Le nombre de demandes de renseignements et d'informations reçues à l'international en provenance d'autres CRF reste à peu près stable avec une légère augmentation de 3,1% en 2022 ;

Articles 46 and 47 of Act No. 1,362, amended, state that: "the Service d'Information et de Contrôle sur les Circuits Financiers [SICCFIN] is the national financial intelligence unit responsible for receiving and analysing suspicious transaction reports received from the organisations and individuals specified in Article 1, and all information received in connection with the fight against money laundering, associated predicate offences, terrorist financing, corruption, and the proliferation of weapons of mass destruction. In the exercise of its duties, it acts independently and does not receive instructions from any authority."

As part of its role, SICCFIN carries out: "...Operational analysis using information available or which may be obtained, in order to identify specific targets, notably individuals, assets, or criminal networks or associations, to track particular activities or transactions, and to establish links between these targets and the possible proceeds of criminal offences and money laundering, predicate offences, and terrorist financing..."

1. Activity of the FIU in figures for 2022

The FIU's activity consists of three main actions

1. Receiving information

In practice, this is reflected by:

- the number of suspicious transaction reports received from professionals referred to in Article 1 of the amended Act, which rose by 34% compared with 2021;
- the number of inbound disseminations received from other authorities, organisations and departments in Monaco, which rose strongly this year by 142% compared with 2021;
- the number of requests for information received from FIUs in other countries, which remained broadly stable, rising by just 3.1% compared with 2021;

• Et finalement, le nombre de déclarations de transport transfrontalier d'argent liquide qui enregistre une hausse de 174%. Ces dernières sont transmises au SICCFIN par la Direction de la Sécurité Publique. Un agent du SICCFIN est en charge de les implémenter dans la base de données du Service et d'établir des statistiques. Ces éléments permettent aux analystes de pouvoir faire des recoupements de renseignements qui viennent parfois étayer les rapports que le SICCFIN établit à destination du Parquet Général. Ces statistiques sont également analysées dans le cadre des différentes évaluations nationales des risques menées par la Principauté de Monaco.

2. Le traitement et l'analyse de toutes ces informations reçues sont priorisées par la CRF.

Il est procédé à des vérifications sur ces données et la CRF s'attache à effectuer l'étude de ces dernières et des documents qui lui sont parvenus, ainsi que l'analyse financière. La CRF a ainsi pu apporter une plus-value au traitement des différents dossiers reçus, en interrogeant, le cas échéant, directement des bases de données ou indirectement d'autres autorités, organismes et services nationaux ou internationaux. Le traitement et l'analyse de ces dossiers a permis également d'adresser des demandes de renseignements aux CRF étrangères. En effet, les transactions financières signalées par les assujettis soumis à la loi n° 1362, modifiée, enregistrées sur des comptes bancaires monégasques, revêtent souvent un caractère transnational. Le nombre de ces demandes reste à peu près stable avec une légère baisse de 5,9% en 2022.

3. L'objectif principal de la CRF est de pouvoir transmettre notamment à ses autorités judiciaires, des rapports dans lesquels, elle aura pu démontrer avec des données financières et/ou avec la mise à jour de montages juridiques complexes, l'existence d'indices sérieux de blanchiment de capitaux, d'infractions sous-jacentes visées à l'article 218-3 du Code pénal, de financement du terrorisme ou de corruption et ce, dans les meilleurs délais. Ce travail dépend grandement de la qualité des informations communiquées notamment par les organismes et les personnes assujettis à la loi 1362, modifiée.

En 2022, **la transmission** des informations par la CRF monégasque s'est matérialisée par :

- Des rapports adressés au Parquet Général de Monaco (conformément à l'art. 49 de la loi modifiée) qui ont progressé de 68,8% ;
- Des informations communiquées dans le cadre de la coopération nationale, comme au Parquet Général, à la Direction de la Sécurité Publique, aux autres Services de l'Etat. (conformément à l'art. 50-2 de la loi modifiée) qui enregistrent, en 2022, une hausse de 204% par rapport à l'année précédente ;

• and finally, the number of declarations of cross-border transport of cash, which rose by 174%. SICCFIN passes on these declarations to Monaco Police Department. An officer from SICCFIN is tasked with entering them in the organisation's own database and establishing statistics. This enables analysts to compare information, which can in some cases substantiate SICCFIN's own reports transmitted to the General Prosecutor. These statistics are also analysed as part of the Principality of Monaco's various national risk assessments.

2. The FIU processes and analyses all information received on a priority basis.

Data are checked and the FIU examines all of the information and documents sent to it, while also conducting a thorough financial analysis. As a result, the FIU was able to provide added-value to the processing of the various files received, by searching its own databases directly, or those of other national or international authorities, organisations and departments. In 2022, the findings of these analyses resulted in a number of requests for information being sent to foreign FIUs. This is because the financial transactions reported by entities regulated by Act No. 1362 amended, and recorded on Monegasque bank accounts, are often transnational in nature. The number of requests sent to foreign FIUs remained fairly stable, falling by a modest 5.9% in 2022.

3. The FIU's main objective is to be able to quickly provide the judicial authorities with reports containing financial data and/or evidence of complex legal arrangements, showing clearly that possible money laundering, predicate offences (listed in Article 218-3 of the Criminal Code), terrorist financing or corruption offences have been committed. This work is heavily dependent on the quality of the information provided, mainly by individuals and organisations subject to Act No. 1362 (amended).

In 2022, the Monegasque FIU **transmitted** information as follows:

- 22 reports transmitted to Monaco's General Prosecutor (under Art. 49 of the amended Act), an increase of 68.8%;
- Disseminations of information to other national authorities including the General Prosecutor's Office, the Police Department, other government departments, etc., (under Art. 50-2 of the amended Act), which rose by 204% in 2022;

• Des informations spontanées adressées à des CRF étrangères qui enregistrent une baisse de 80% par rapport à 2021.

Concernant ce dernier point, le SICCFIN a estimé que les informations recueillies, dans le cadre du traitement et de l'analyse de dossiers, étaient susceptibles d'intéresser les autorités étrangères pour d'éventuelles investigations sur leur territoire national.

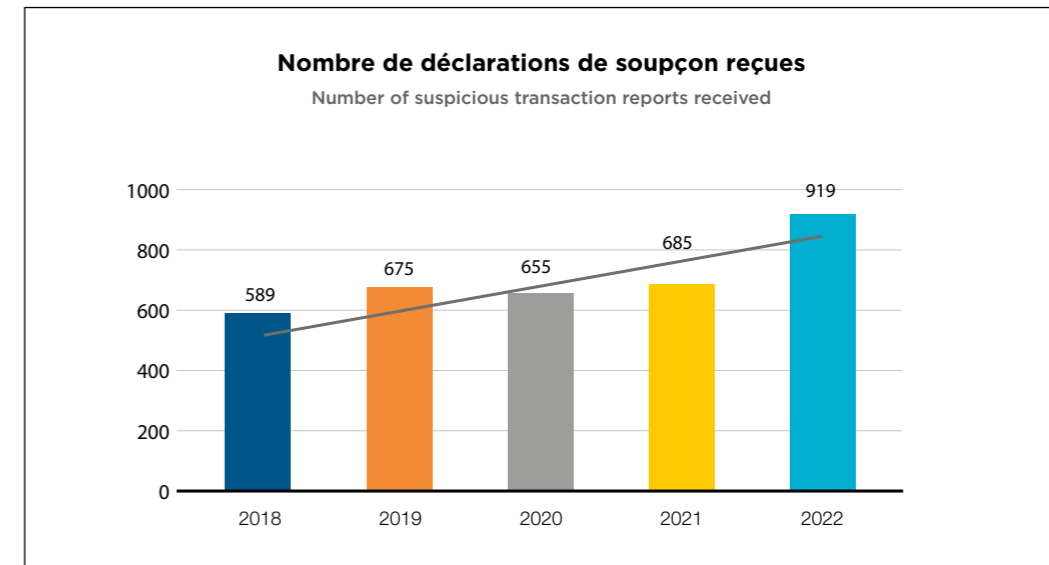
• Spontaneous disseminations to foreign FIUs, which were down by 80% in 2021.

As regards this last point, SICCFIN was of the view that information it had collected in the course of processing and analysing cases could be of interest to foreign FIUs for potential investigation in their countries.

2. Les déclarations de soupçon

2. Suspicious transaction reports

	2018	2019	2020	2021	2022
Total / Total	589	675	655	685	919



Courbe de tendance linéaire / Linear trend line

Cette année, 919 déclarations de soupçon ont été comptabilisées contre 685 en 2021, soit une hausse de 34%.

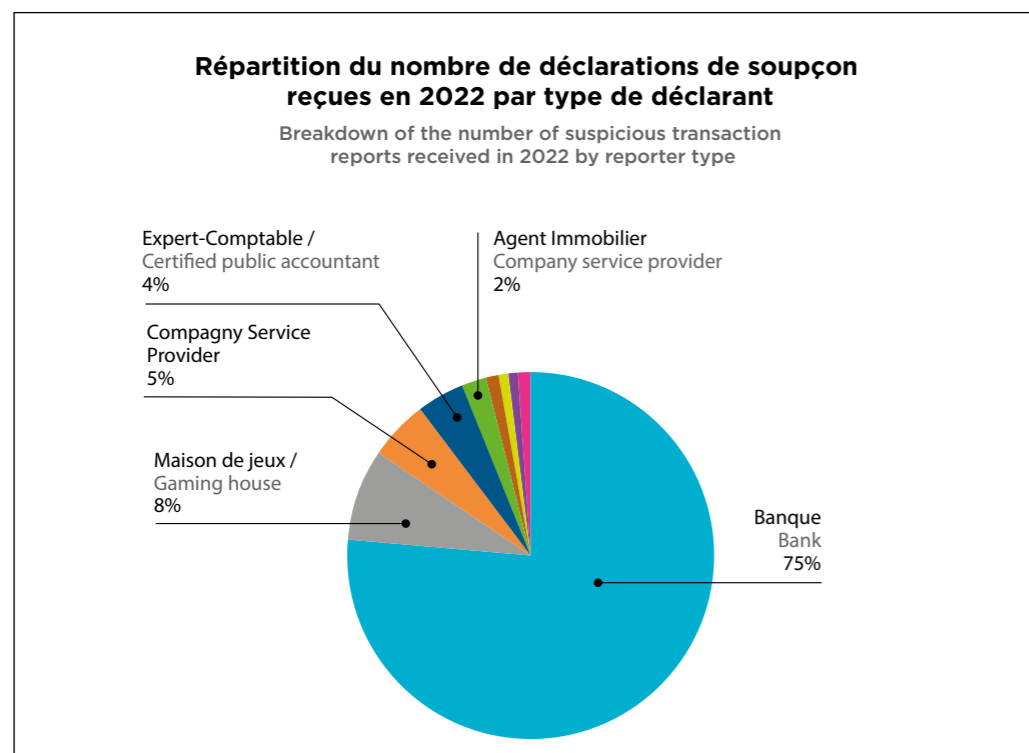
A total of 919 suspicious transaction reports were made this year, compared with 685 in 2021, a rise of 34%.

2.1 Répartition par secteur d'activité

2.1 Breakdown by sector

Déclarant - Type Reporter - Type	2021	2022	%	Évolution
Professions financières Financial professions	550	716	78%	30%
Banques et institutions financières Banks and financial institutions	542	691	75%	27%
Sociétés de gestion de portefeuilles Portfolio management companies	5	11	1%	120%
Assureurs Insurance brokers	2	12	1%	500%
Changeurs Manuels Bureaux de change	0	1	0%	0%
Prêteurs sur gage Pawnbrokers' agents	1	1	0%	0%

Déclarant - Type Reporter - Type	2021	2022	%	Évolution
Professions non financières <i>Non-financial professions</i>	135	203	22%	50%
C.S.P. (Sociétés de gestion de sociétés étrangères) <i>C.S.P.s (Company Service Providers)</i>	26	47	5%	81%
Maison de jeux <i>Gaming house</i>	40	71	8%	78%
Experts Comptables/CAC <i>Certified public accountants /statutory auditors</i>	23	41	4%	78%
Conseils Économique, juridique ou fiscal <i>Financial, legal, or tax advisor</i>	4	8	1%	100%
Agents immobiliers <i>Estate agent</i>	13	17	2%	31%
Marchands de biens <i>Property trader</i>	3	0	0%	-100%
Vente aux enchères <i>Auction house</i>	1	3	0%	200%
Antiquités <i>Antiques dealer</i>	1	0	0%	-100%
Métaux précieux <i>Precious Metals Dealer</i>	1	0	0%	-100%
Yacht et shipping <i>Yachting & shipping</i>	7	12	1%	71%
Bijoutiers joaillier <i>Jeweller</i>	16	4	0%	-75%
Total / Overall total	685	919	100%	34%



2.2 Le secteur des professions financières

En 2022, le secteur des professions financières a enregistré une hausse de 30% par rapport à l'année précédente.

Le plus grand nombre de déclarations de soupçons reçues par le SICCFIN provient du secteur financier et plus particulièrement du secteur bancaire qui se place historiquement, au premier rang des déclarants. Les établissements bancaires et institutions financières effectuent régulièrement plus de 75 % du total des signalements annuels.

Ce sont les secteurs de l'assurance, des sociétés de gestion de portefeuilles et des établissements bancaires qui réalisent la plus forte progression en 2022, avec respectivement des hausses de 500%, 120% et 27%.

2.3 Le secteur des professions non-financières

En 2022, le secteur des professions non-financières a enregistré une hausse de 50% par rapport à l'année précédente. Concernant les déclarations de soupçons du secteur non-financier reçues par le SICCFIN, le plus grand nombre provient du secteur des jeux, des Company Service Providers et des Experts-Comptables.

Ce sont ces secteurs qui réalisent les plus fortes progressions en 2022, avec respectivement des hausses de 78%, 81% et 78%, tout de même devancés par la progression du secteur des Conseils en matière Economique, Juridique ou Fiscal (+100%).

Il est également à noter la progression importante du nombre de déclarations de soupçon soumises par le secteur du Yachting et du Shipping (+71%).

Ces pourcentages sont bien évidemment à relativiser notamment en raison du faible nombre de déclarations de soupçons réalisées par le secteur non financier, qui représente seulement 22 % de l'ensemble des signalements reçus par le SICCFIN.

3. La coopération nationale

3.1 Coopération avec les Autorités et Services de l'État monégasque

L'article 50 de la loi n° 1362, modifiée, énonce que le SICCFIN : « ...est doté de pouvoir d'investigation très étendus qui l'autorise à demander communication de tous les renseignements en leur possession de la part :

- 1) de tout organisme ou personne visé à l'article premier ;
- 2) de la Direction de la Sécurité Publique, notamment en ce qui concerne les informations d'ordre judiciaire;

2.2 Financial professions

In 2022, the financial sector saw an increase of 30% compared with the previous year.

The largest number of suspicious transaction reports received by SICCFIN comes from the financial sector, and in particular, the banking sector, which has historically been the main source of reports. Banking and financial institutions regularly account for over 75% of the total number of annual reports.

The biggest rise came from insurance firms, portfolio management firms, and banks, which submitted 500%, 120% and 27% more reports respectively.

2.3 Non-financial professions

In 2022, the non-financial sector saw an increase of 50% compared with the previous year.

The majority of reports made to SICCFIN by non-financial professionals came from gaming operators, company service providers, and certified public accountants.

These categories saw some of the highest growth in reports made in 2022 - of 78%, 81% and 78% respectively - although the sharpest increase was among independent financial, legal, and tax advisors (+100%).

There was also a notable rise in the number of STRs received from firms in the yachting and shipping sectors (+71%).

These percentages are of course relative, owing to the small number of suspicious transaction reports made by the non-financial sector, which accounts for just 22% of all STRs received by SICCFIN.

3. National cooperation

3.1 Cooperation with Monegasque Authorities and Government Departments

Article 50 of Act no. 1362, amended, states that SICCFIN: "...has wide powers of investigation giving it the authority to seek disclosure of any information in their possession, from:

- 1) any organisation or individual specified in Article 1;
- 2) the Police Department, in particular as regards criminal investigations;

- 3) des autres services de l'État et de la Commune, des personnes morales investies d'une mission de service public ou d'intérêt général, et des établissements publics ;
- 4) du Procureur Général ou d'autres magistrats du corps judiciaire ;
- 5) des organismes nationaux remplissant des fonctions de supervision ;
- 6) des organismes professionnels énumérés par arrêté ministériel, à l'exclusion de ceux des professionnels mentionnés à l'article 2 ».

- 3) other departments of the State and of the Municipality, legal entities with a duty of public or general interest, and public institutions;
- 4) the General Prosecutor or other members of the judiciary;
- 5) national bodies carrying out supervisory duties;
- 6) professional bodies listed by Ministerial Order, excluding those of the professionals mentioned in Article 2."

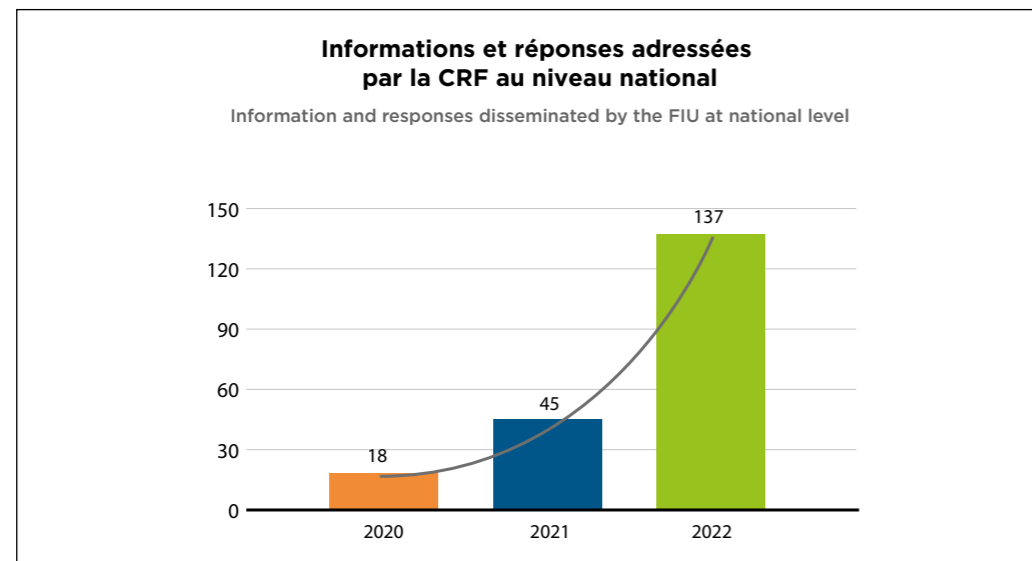
Dans ce cadre (hormis le point 1), **137 informations et réponses ont été adressées par la CRF au niveau national en 2022**, soit une hausse significative de +204% par rapport à 2021.

Under these rules (save point 1) **the FIU made 137 disseminations to other national organisations and authorities in 2022**, a substantial rise of 204% compared with 2021.

Informations et réponses adressées par la CRF au niveau national <i>Reports and responses transmitted by the FIU at national level</i>	2020	2021	2022	Évolution 2021/2022 <i>Variation 2021/2022</i>
Procureur Général ou d'autres magistrats du corps judiciaire / <i>General Prosecutor or other members of the judiciary</i>	13	36	115	219%
Autres services de l'État et de la Commune / <i>Other State and Municipality Departments</i>	3	2	6	200%
Direction de la Sûreté Publique / <i>Police Department</i>	1	7	16	129%
Organismes nationaux remplissant des fonctions de supervision (hors SICCFIN) / <i>National bodies carrying out supervisory duties (excl. SICCFIN)</i>	1	0	0	-
Total / Total	18	45	137	204%

Aussi, sur les trois dernières années, comme le montre le graphique suivant, cette forte évolution peut être modélisée par une évolution exponentielle.

As can be seen from the graph below, over the last three years, this sharp rise can be modelled by an exponential trendline.



Courbe de tendance exponentielle / Exponential trend line

L'article 50 énonce également que :

« ...Ces autorités, organismes et services peuvent communiquer d'initiative au SICCFIN toute information ou document qu'ils jugent utiles à l'exercice de sa mission... »

Dans ce cadre, **les autorités, organismes et services** (repris dans le tableau ci-dessous) ont adressé **196 informations et demandes au SICCFIN en 2022**, soit une forte hausse de +142% par rapport à 2021.

Article 50 also states that :

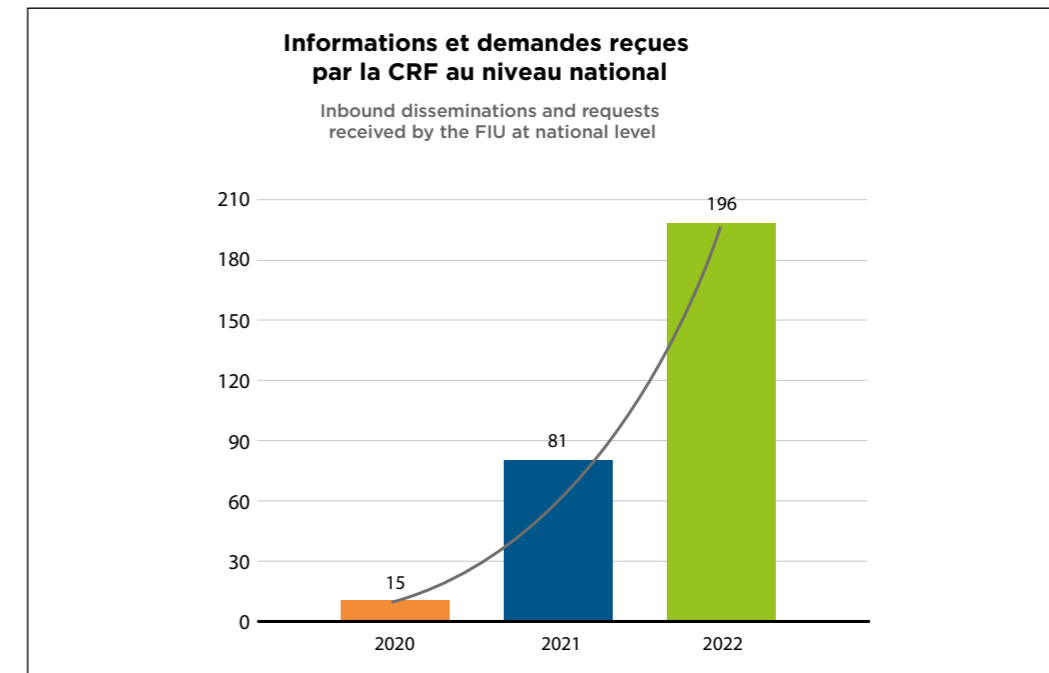
"...These authorities, bodies and departments may, at their own initiative, send to the Service d'Information et de Contrôle sur les Circuits Financiers, any information or document that they consider useful to the performance of its duties."

Under this provision, various authorities, bodies and departments (listed in the table below) sent 196 disseminations and requests to SICCFIN in 2022, a sharp increase of 142% on the figure for 2021.

Informations et demandes reçues par la CRF au niveau national <i>Inbound transmitted and requests received by the FIU nationally</i>	2020	2021	2022	Évolution 2021/2022 <i>Variation 2021/2022</i>
Procureur ou autres magistrats du corps judiciaire / <i>General Prosecutor or other members of the judiciary</i>	5	57	171	200%
Direction de la Sûreté Publique / <i>Police Department</i>	0	15	15	0%
Autres Services de l'État et de la Commune / <i>Other State and Municipality Departments</i>	5	5	4	-20%
Tout organisme ou personne visé à l'article 1^{er} / <i>Any organisation or individual specified in Article 1</i>	5	3	6	100%
Bâtonnier de l'Ordre des avocats-défenseurs et avocats / <i>President of the Bar association of Monaco</i>	0	1	0	-100%
Total / Total	15	81	196	142%

A nouveau, sur les trois dernières années, comme le montre le graphique suivant, cette forte évolution peut être modélisée par une évolution exponentielle.

Once again, over the last three years, this sharp rise can be modelled by an exponential trendline, as shown on the graph below.



Courbe de tendance exponentielle / Exponential trend line

Parmi les informations adressées par le Parquet Général, certaines concernaient des faits qui ont été signalés à cette Autorité en 2022 par les notaires ou huissiers de justice, conformément à l'article 40 de la loi n° 1362, modifiée.

A ce titre, le SICCFIN peut mettre son expertise à la disposition du Parquet Général sur le bien-fondé et la qualité de ces signalements.

[art. 50] « ...Le SICCFIN peut également adresser aux dites autorités, organismes et services toute information ou document en lien avec la loi susvisée aux seules fins de la prévention du blanchiment de capitaux, du financement du terrorisme et de la corruption ».

Of the disseminations sent by the General Prosecutor, some concerned facts reported to this Authority in 2022 by notaries or judicial process servers, under Article 40 of Act No. 1,362, amended.

In such cases, SICCFIN may advise the General Prosecutor on the merits and quality of such reports.

[art. 50] « ...SICCFIN may also send to the said authorities, bodies and departments any information or document related to this Act for the sole purposes of preventing money laundering, terrorist financing and corruption.

3.2 Rapports transmis au Parquet Général

Depuis 2018, le SICCFIN a transmis, de sa propre initiative, un nombre croissant de rapports au Parquet Général sur la base des articles 49 (rapports de type PCR) et 50-2 (rapports de type INF) de la loi n° 1362, modifiée.

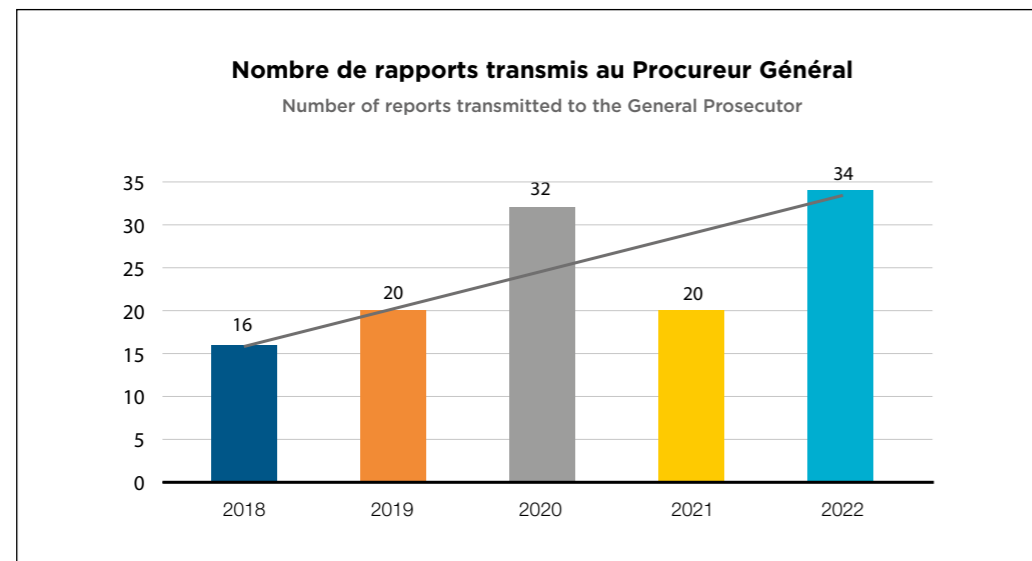
	2018	2019	2020	2021	2022
PCR	15	15	22	16	27
INF	1	5	10	4	7
Total / Total	16	20	32	20	34

Au-delà de la tendance linéaire (cf. graphique ci-dessous), l'année 2022 est marquée par une hausse de 70 % du nombre de rapports transmis par le SICCFIN au Parquet Général dans le cadre de ces articles.

3.2 Reports transmitted to the General Prosecutor

Since 2018, SICCFIN has, at its own initiative, transmitted an increasing number of reports to the General Prosecutor under Article 49 (CEP type reports) and 50-2 (INF type reports) of Act No. 1,362, amended.

Besides the linear trend (see graph below), 2022 saw a 70% rise in the number of reports transmitted by SICCFIN to the General Prosecutor under the provisions of these Articles.



Courbe de tendance linéaire / Linear trend line

Il est important de rappeler que les transmissions au Parquet Général peuvent avoir pour origine une ou plusieurs déclarations de soupçon de secteurs d'activité divers, mais également des informations en provenance de professionnels assujettis ou de CRF étrangères ou encore d'autres autorités ou services administratifs nationaux, reçues par le SICCFIN.

En faisant un focus sur les déclarations de soupçon reçues, un ratio peut être calculé en prenant en compte au numérateur le nombre de déclarations de soupçon ayant servi à établir un rapport transmis au Procureur Général et au dénominateur le nombre total de déclarations de soupçon reçues. Aussi, en 2022, ce ratio est de 11,21%, en nette progression par rapport à 2021.

It is important to point out that disseminations to the General Prosecutor's Office may originate from one or more suspicious transaction reports from various sectors of activity, but also from information received by SICCFIN from regulated professionals or foreign FIUs, or even national authorities or administrative departments.

Focusing on the number of suspicious transaction reports received, a ratio can be obtained by dividing the number of STRs used to prepare a report for the General Prosecutor by the total number STRs received. In 2022, this ratio was 11.21%, a clear increase on 2021.

Années/Years	Déclarations de soupçon reçues STRs received	Rapports transmis au Parquet Général Reports transmitted to the General Prosecutor	Number of STRs corresponding reports transmitted Number of STRs to reports transmitted	Dissemination ratio XXXXXXXXXX XXXX
2020	655	32	62	9,47%
2021	685	20	39	5,69%
2022	919	34	103	11,21%

Compte tenu des spécificités de la Principauté, tant historiques que géographiques, les secteurs économiques et financiers sont orientés vers l'international, de sorte que l'infraction sous-jacente à celle de blanchiment est souvent commise à l'étranger. Aussi, les rapports transmis en 2022 ont en effet révélé que les typologies de criminalité sont d'origine diversifiée et que les infractions sous-jacentes aux délits de blanchiment semblaient majoritairement avoir été commises à l'étranger.

Ces transmissions sont basées sur des présomptions d'infractions pénales qui découlent de la qualification des faits révélés par le SICCFIN au Parquet Général. Ces éléments sont indicatifs et résultent de l'enquête administrative menée. Dans le cadre des enquêtes judiciaires qui s'en suivent, le Parquet Général et les magistrats apprécieront la juste qualification pénale et les directions à donner à leurs propres enquêtes au vu des éléments communiqués par le SICCFIN. Ces enquêtes pourront parfois contribuer à révéler des informations qui n'étaient pas connues à l'origine.

Given Monaco's specific historical and geographical characteristics, its economic and financial sectors have an international focus, which means that the predicate offence that gives rise to money laundering is often committed abroad. The reports transmitted in 2022 showed a range of different types of criminal behaviour, with the majority of predicate offences having been committed abroad.

These disseminations are made on the presumption that criminal offences have been committed, based on the description of the facts revealed by SICCFIN to the General Prosecutor. This information is purely indicative and is the result of the administrative investigation carried out. As part of the judicial investigations that follow, the General Prosecutor's Office and the other members of the judiciary will assess the correct criminal characterisation and the direction to be given to their own investigations in the light of the information provided by SICCFIN. In some cases, these inquiries may help to bring to light previously unknown information.

3.3 Les déclarations de transport transfrontalier d'argent liquide

Aux contrôles douaniers s'ajoute le dispositif de contrôle des mouvements transfrontaliers d'argent liquide prévu dans la loi n° 1.362 du 3 août 2009 (Chapitre IX) et par son texte d'application l'Ordonnance Souveraine n° 2.318 (Chapitre XVI), modifiée.

Les articles 60 et 60-1 de la loi susvisée stipulent que, à compter du 31 décembre 2021 :

- Toute personne physique entrant ou sortant du territoire de la Principauté qui transporte de l'argent liquide sur elle, dans ses bagages ou dans ses moyens de transport, dont le montant total est supérieur à 10.000 € (cf. article 64 de l'OS modifiée) est tenue de les déclarer, par écrit ou par voie électronique, à la Direction de la Sûreté Publique, au moyen du formulaire prévu à cet effet (cf. articles 60 de la loi susvisée et 52 de l'Ordonnance Souveraine, modifiées). L'obligation de déclaration d'argent liquide n'est pas réputée exécutée si les informations fournies sont incorrectes ou incomplètes ou si l'argent liquide n'est pas à disposition à des fins de contrôle. La notion d'argent liquide est définie à l'article 51-1 de l'Ordonnance Souveraine.
- Lorsque de l'argent liquide faisant partie d'un envoi sans l'intervention d'un porteur, dit « argent liquide non accompagné », dont la valeur est supérieure à 10.000 € (cf. article 64 de l'OS modifiée), entre ou sort du territoire de la Principauté, l'expéditeur ou le destinataire de celui-ci ou leur représentant, selon le cas, fait une déclaration de divulgation à la Direction de la Sûreté Publique dans un délai de trente jours. Ladite autorité peut retenir l'argent liquide non accompagné jusqu'à ce que l'expéditeur, le destinataire ou leur représentant procède à la déclaration de divulgation. L'obligation de divulgation d'argent liquide non accompagné n'est pas réputée exécutée s'il n'est pas procédé à la déclaration avant l'expiration du délai, si les informations fournies sont incorrectes ou incomplètes ou si l'argent liquide non accompagné n'est pas mis à disposition à des fins de contrôle.

Le SICCFIN a la charge d'enregistrer, de traiter les déclarations de transport transfrontalier d'argent liquide, qui sont recueillies par la Direction de la Sûreté Publique (conformément à l'article 61 de la loi susvisée).

Leur nombre a augmenté passant de 146 en 2021 à 400 en 2022, soit une hausse de 174 %. Le volume des sommes concernées par ces déclarations de 2022 a lui-aussi enregistré une hausse significative de +515 % au regard de l'année précédente.

3.3 Declarations of cross-border transport of cash

In addition to customs checks, an inspection system exists for cross-border transport of cash and bearer instruments, as laid down in Act No. 1,362 of 3 August 2009 (Chapter 9) and its implementing instrument, Sovereign Ordinance No. 2,318 (Chapter 16), amended.

Under Articles 60 and 60-1 of the aforementioned Act, from 31 December 2021:

- *All natural persons entering or leaving the territory of the Principality in possession of cash or bearer instruments of a total amount of €10,000 or more (see Article 64 of the amended Sovereign Ordinance), must declare them to the Police Department, either in writing or electronically, using the form provided for this purpose (see Articles 60 of the above-mentioned Act and 52 of the Sovereign Ordinance, amended). The obligation to declare cash is not deemed to have been fulfilled if the information supplied is incorrect or incomplete, or if the cash is not made available for inspection. The notion of cash is defined by Article 51-1 of the Sovereign Ordinance.*
- *Where cash is sent without using a courier, referred to as "unaccompanied cash", whose value exceeds €10,000 (see Article 64 of the Sovereign Ordinance, amended) enters or leaves the territory of the Principality, the sender, recipient or their representative, as appropriate, must make a cash disclosure declaration to the Police Department within a period of thirty days. Said authority may withhold the unaccompanied cash until such time as the sender, recipient or their representative makes the disclosure declaration. The obligation to declare unaccompanied cash is not deemed to have been fulfilled if the declaration is not made within the required period, if the information supplied is incorrect or incomplete, or if the unaccompanied cash is not made available for inspection.*

SICCFIN is also responsible for registering and processing declarations of cross-border cash movements that are collected by the Police Department (pursuant to Article 61 of the above-mentioned Act).

The number of declarations received surged from 146 in 2021 to 400 in 2022, a rise of 174%. The total amounts declared in 2022 also rose significantly, by 515% compared with 2021.

	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre / Number	751	688	127	146	400
Montant (en millions d'euros) / Amount (in millions of euro)	174	248	10	13	80

4. La coopération internationale

La coopération du SICCFIN avec les CRF d'autres pays s'avère un outil essentiel réciproque, car les demandes d'échanges de renseignements sont autant entrantes que sortantes.

En raison du caractère souvent transnational des circuits de blanchiment, ces échanges contribuent de manière fondamentale à la consolidation et à la finalisation des dossiers d'enquête des CRF, ensuite susceptibles d'être transmis aux autorités judiciaires des différents pays.

En 2021, l'activité des différents échanges d'informations entre le SICCFIN et ses homologues s'est résumée de la manière suivante :

	Demandes reçues Inbound requests		Demandes adressées Outbound request		Informations spontanées reçues Inbound spontaneous disseminations		Informations spontanées envoyées spontaneous disseminations	
Afrique / Africa	2	2%	2	4%	1	1%	0	0%
Amérique / Americas	8	8%	4	8%	4	6%	0	0%
Asie/Moyen Orient / Asia, Middle East	6	6%	3	6%	1	1%	0	0%
Europe / Europe	82	84%	38	79%	62	91%	1	100%
Océanie / Oceania	0	0%	1	2%	0	0%	0	0%
Total / Total	98	100%	48	100%	68	100%	1	100%

Les statistiques ci-dessus illustrent que la coopération internationale est une composante essentielle des actions du SICCFIN pour mener ses enquêtes. Ces échanges permettent, notamment, de vérifier l'existence d'éventuelles infractions primaires dont le produit illicite est ensuite blanchi par réinjection dans le circuit économique légal.

Ils permettent également à la CRF monégasque d'être informée des faits délictueux commis par des personnes suspectées de blanchiment dans d'autres pays, ou de savoir si des poursuites ont été engagées ou des décisions de justice prononcées.

4. International cooperation

Cooperation between SICCFIN and FIUs from other countries is an essential tool of mutual assistance that facilitates the handling of both inbound and outbound information requests.

Since money laundering circuits often cross borders, these exchanges make a fundamental operational contribution to consolidating and completing of FIU investigations that are likely to be submitted subsequently to the judicial authorities in different countries.

Below is a summary of exchanges between SICCFIN and its foreign counterparts in 2021.

The statistics above show that international cooperation is an essential component of SICCFIN's activities in carrying out its investigations. In particular, these exchanges are used to verify the existence of predicate offences, the unlawful proceeds of which are then laundered by reinjecting them into the legal economy.

They allow the Monegasque FIU to gain information about criminal wrongdoings committed by persons suspected of money laundering in other countries, or to find out whether they have been prosecuted or convicted.

4.1 Nombre de demandes reçues par le SICCFIN en provenance de CRF étrangères

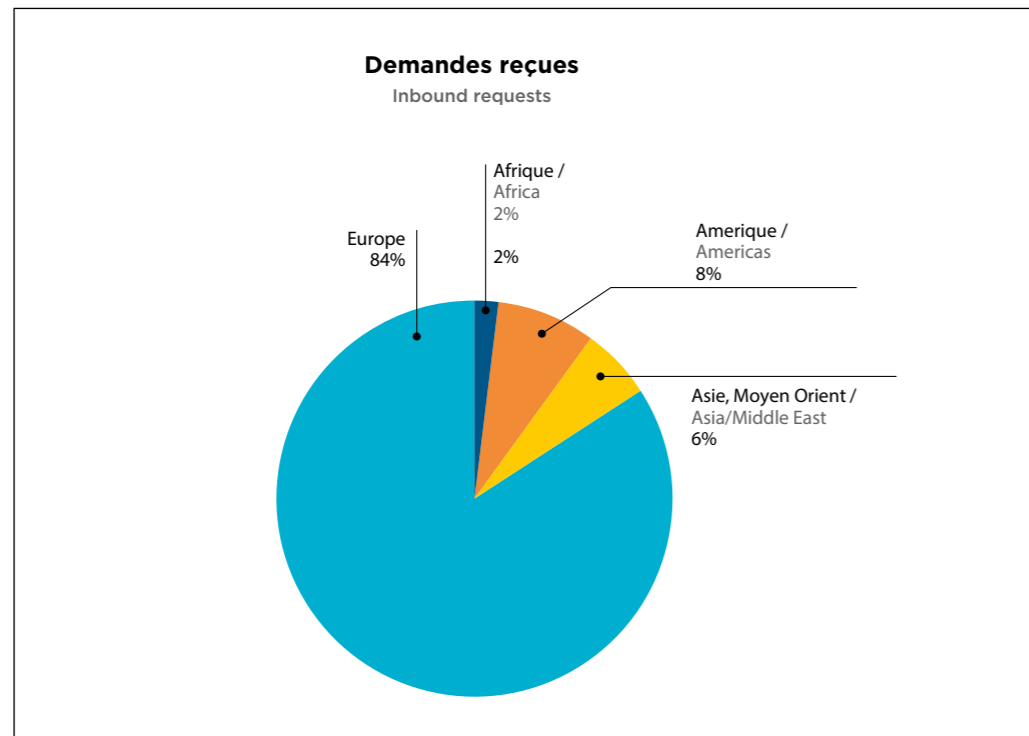
98 demandes de coopération ont été reçues en 2022 par le SICCFIN, soit quasiment le même nombre qu'en 2021 (100 demandes reçues).

Les demandes de renseignements ont principalement été envoyées par des homologues européens (84%), suivis par les demandes reçues des CRF de la zone Amérique (8%), de la zone Asie/Moyen-Orient (6%) et de la zone Afrique (2%).

4.1 Number of inbound requests received by SICCFIN stemming from foreign FIUs

SICCFIN received 98 requests for cooperation in 2022, virtually the same number as in 2021 (when 100 requests were received).

Most of these requests came from other European FIUs (84%), while a smaller proportion was sent by SICCFIN's counterparts in the Americas (8%), Asia/Middle East (6%), and Africa (2%).



Chacune de ces demandes fait l'objet d'investigations et de l'envoi d'une ou plusieurs réponses aux CRF requérantes. Certains dossiers peuvent ensuite conduire les autorités judiciaires étrangères à saisir leurs homologues monégasques de demandes d'entraides internationales. Ces dernières peuvent éventuellement être assorties de mesures de blocage des fonds déposés en Principauté, ou encore de saisies conservatoires sur des biens mobiliers ou immobiliers qui y sont situés.

All of these requests are investigated and one or more responses sent to the requesting FIUs. Some cases may then prompt the foreign judicial authorities to submit formal letters of request for mutual legal assistance to their counterparts in Monaco. These may be accompanied by orders to freeze funds or seize real estate or moveable assets deposited or located in the Principality.

4.2 Nombre de demandes adressées par le SICCFIN à des CRF étrangères

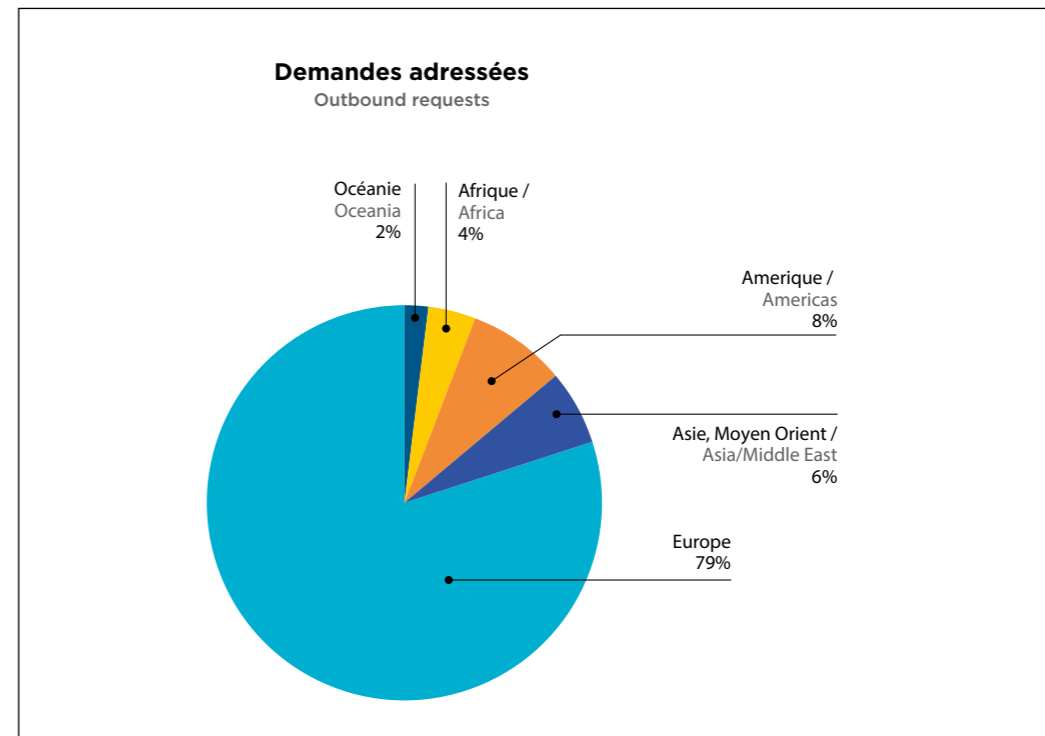
48 demandes de coopération ont été adressées en 2022 par le SICCFIN, soit quasiment le même nombre qu'en 2021 (51 demandes envoyées).

Les demandes de renseignements ont principalement été envoyées à des homologues européens (79%), suivis par les demandes adressées à des CRF de la zone Amérique (8%), de la zone Asie/Moyen-Orient (6%), de la zone Afrique (4%) et de la zone Océanie (2%).

4.2 Number of outbound requests sent by SICCFIN to foreign FIUs

SICCFIN sent 48 requests for cooperation in 2022, virtually the same number as in 2021 (when 51 requests were sent).

Most of these requests were sent to other European FIUs (79%), while a smaller proportion was sent to SICCFIN's counterparts in the Americas (8%), Asia/Middle East (6%), Africa (4%), and Oceania (2%).



5. La lutte contre le terrorisme et le financement du terrorisme (T & FT)

La Principauté de Monaco est un pays réputé pour sa sécurité. Le sentiment de sécurité y est très élevé mais il est de plus en plus difficile de le préserver. En effet, la crainte d'un attentat, que ce soit par une organisation terroriste ou à l'initiative d'une personne agissant seule, s'est propagée à l'ensemble des pays du monde occidental. En raison de sa situation géographique en Europe et ses liens étroits avec la France, la Principauté n'est pas épargnée.

Afin de faire face à une éventuelle menace terroriste et malgré la difficulté d'évaluer la menace terroriste qui pèse sur elle, Monaco a mis en place un niveau de vigilance renforcé (renforcement des mesures de protection à l'encontre de personnes qui pénètrent dans certains lieux, de la vidéo protection, de la présence policière, etc.).

De plus, la Principauté de Monaco étant une place financière internationale, la menace de passages de fonds pour servir à financer des actes terroristes est également pris au sérieux par les autorités concernées.

Aussi, la CRF, les autorités judiciaires et les services de l'État s'engagent à mettre en œuvre et à entretenir la meilleure des coopérations possibles au niveau national, ainsi qu'avec leurs homologues étrangers.

Les statistiques suivantes sont à relever concernant la CRF.

Nombre / Number:	2021	2022
• de déclarations de soupçon reçues pour T & FT / of inbound suspicious transaction reports for T & FT	2	13
• de demandes reçues pour T & FT (CRF étrangères) / of inbound requests for T & FT (foreign FIUs)	2	3
• de demandes envoyées pour T & FT (CRF étrangères) / of outbound requests for T & FT (foreign FIUs)	0	4

Comme les années précédentes, le SICCFIN a enregistré, parmi les déclarations de soupçons reçues en 2022, peu de déclarations de soupçon pouvant avoir un lien potentiel (généralement indirect) avec du financement du terrorisme ou du terrorisme (1% environ des déclarations de soupçon reçues). Il en est de même, au niveau international, avec la réception de quelques demandes de renseignements en provenance de CRF étrangères et l'envoi de quelques demandes dans le sens inverse.

5. Counter terrorism and terrorist financing (T & FT)

Monaco is a country with a reputation for security. The Principality is generally felt to be an extremely safe place, but this is proving increasingly difficult to maintain. Fear of an attack, whether by a terrorist organisation or an individual acting alone, has spread to all Western countries. Owing to its geographical situation in Europe and its close links with France, the Principality is no exception to this.

To counter potential terrorist threats, and despite the difficulty in evaluating the level of threat it faces, Monaco has introduced heightened vigilance measures (with enhanced security measures for individuals entering certain locations, CCTV, police presence, etc.).

In addition, since Monaco is an international financial centre, the risk that it may be used to move funds intended to finance terrorist acts is taken very seriously by the authorities concerned.

The FIU, the judicial authorities and government departments are committed to establishing and maintaining maximum cooperation, both within Monaco and with their counterparts in other countries.

Below are the statistics showing the numbers of reports and requests sent and received by the FIU.

As in previous years, SICCFIN received relatively few suspicious transactions or activity reports potentially linked (usually indirectly) to terrorism or terrorist financing in 2022. These accounted for just 1% of the total number of reports received. Internationally, the same applies with only a handful of requests for information received from foreign FIUs, and a similar number sent in the opposite direction.

Les pouvoirs d'enquête du SICCFIN, en la matière, sont identiques à ceux déjà évoqués supra dans le cadre des déclarations de soupçon impliquant des opérations pouvant être liées à du blanchiment de capitaux. La coopération nationale et internationale reste essentielle pour prévenir et lutter contre le terrorisme et le financement du terrorisme.

SICCFIN's powers of investigation in this area are identical to those already mentioned above for suspicious transaction or activity reports with potential links to money laundering. National and international cooperation remains vital for preventing and combatting terrorism and terrorist financing.

Typologie 1

Contexte : signalements transmis par des organismes et personnes visés par la loi n° 1362 du 3 août 2009 modifiée, relatifs à Mme A, ressortissante d'un pays non-membre de l'UE, visée quelques années plus tôt par une information reçue par la CRF monégasque, l'accusant de blanchiment. Mme A a également été visée par les investigations menées par un pays européen pour abus de biens sociaux et blanchiment en bande organisée, ainsi que par une enquête à Monaco pour banqueroute simple et frauduleuse, conclue par la mise en liquidation de la société concernée prononcée par le Tribunal de Première Instance de Monaco.

Les informations parvenues à la CRF monégasque ont établi que Mme A avait loué durant plusieurs années un bien immobilier à Monaco, officiellement destiné à accueillir sa famille. Une partie du loyer a été payée depuis le compte bancaire ouvert à l'étranger d'une SCI monégasque dont Mme A était gérante et BE. Le versement suivant s'est heurté à des difficultés, la banque d'un pays européen ne parvenant pas à établir un lien entre le payeur et le preneur au bail ; Mme A a donc réglé le loyer en espèces (paiements échelonnés de manière à respecter le plafond légal fixé en Principauté pour les paiements en espèces).

Au terme du bail, une procédure d'expulsion des locataires a été initiée par le biais d'un huissier. Elle a mis en évidence que le locataire du bien était en réalité M. B. ressortissant du même pays que Mme A, susceptible – mais sans certitude – de s'identifier à un membre d'un groupe mafieux spécialisé dans le trafic de drogue, les kidnappings et les assassinats.

La volonté de Mme A de dissimuler le véritable occupant de l'appartement, le risque que le locataire s'identifie à un membre de la mafia ainsi que l'absence d'informations sur l'origine des fonds versés en espèces a conduit à suspecter une opération de blanchiment basée sur des infractions de faux et usage de faux, escroquerie et/ou trafic de stupéfiants.

Case study 1

Background: some entities and individuals regulated by Act No. 1,362 of 3 August 2009, amended, filed reports flagging Mrs A, a non-EU national who had previously been accused of money laundering in a dissemination sent to the Monegasque FIU some years earlier. Mrs A was also investigated by the authorities of a European country for organised money laundering and embezzlement of company assets, and in Monaco for good faith bankruptcy and fraudulent bankruptcy, which culminated in the company concerned being placed in liquidation by the Court of First Instance of Monaco.

Based on the information received, the Monegasque FIU was able to establish that Mrs A had for several years rented a property in Monaco that was officially supposed to be occupied by her family. Part of the rent was paid from an overseas bank account in the name of a Monegasque SCI (a non-trading property holding company), of which Mrs A was the registered director and beneficial owner. The next payment ran into difficulties, with a bank in a European country unable to establish a connection between the payer and the tenant. Mrs A therefore paid the rent in cash (in instalments, each within the maximum legal limit for cash payments in the Principality).

At the end of the lease, a bailiff was appointed to begin the process of evicting the tenants. The bailiff found that the true tenant was in fact Mr B, a compatriot of Mrs A, suspected - though not proven - to be a member of an organised crime group specialising in drug trafficking, kidnapping, and murder.

Based on Mrs A's inclination to conceal the identity of the apartment's real occupant, the risk that the occupant could be a member of an organised crime group, and the lack of information about the source of the cash payments, there were suspicions that a money laundering operation was being conducted, involving the criminal offences of forgery and used of forged documents, fraud, and/or drug trafficking.

Typologie 2

Contexte : signalements transmis par des organismes et personnes visés par la loi n°1362 du 3 août 2009, modifiée, relatifs à M. X, un ressortissant d'un pays non-membre de l'UE, inculpé et placé sous mandat de dépôt par la justice de son pays concerné pour des faits de trafic international de stupéfiants, blanchiment de capitaux, association de malfaiteurs.

Les investigations menées par la CRF monégasque ont permis d'identifier l'étendue du patrimoine et des activités économiques de M. X en Principauté, et en lien avec différents pays. Ce dernier était notamment le BE de biens immobiliers à Monaco détenus par deux SCP monégasques, et dont l'acquisition avait été rendue possible par des transferts de capitaux opérés depuis les comptes personnels de M. X ou de sociétés dont il était actionnaire dans plusieurs pays non-membres de l'UE, vers son compte ouvert à Monaco auprès d'un établissement de la place. Ces mêmes transferts ont également permis l'acquisition de biens immobiliers ou autres (véhicules ou motos et yachts) dans plusieurs pays.

L'ensemble des comptes détenus par M. X au sein d'une banque monégasque (plus d'une dizaine de comptes personnels, comptes de SCP, SCI et autres sociétés dont il était le BE) présentaient un solde créditeur de plus de 3M€. Les investigations menées sur l'entourage ont également conduit à s'interroger sur les raisons de la détention de comptes bancaires en Principauté pour des personnes physiques ou morales ayant leur activité exclusivement à l'étranger.

Typologie 3

Contexte : M. B est marié avec Mme. B, ils ont 4 enfants dont Mme B1, mariée avec M.N JR, petit-fils de, M.N SR, PEP ancien président du Pays 1. M.B est président de la société S1, œuvrant dans le secteur pétrolier, et détenue à 50% par le pays 1, et à 50% par une entreprise privée, S2, du Pays 2. M.B a démissionné de ce poste pour se consacrer à ses propres entreprises, les sociétés S3 et S4. Il est devenu également président du comité paralympique du Pays 1. M.B semble lié à M.K, gendre de l'ancien président du pays 1 qui exerce un très large contrôle sur les ressources pétrolières du Pays 1. Une enquête journalistique révèle que M.N SR a investi dans 6 pays pour des résidences de luxe sur une période de 20 ans.

Case study 2

Background: some entities and individuals regulated by Act No. 1,362 of 3 August 2009, amended, filed reports flagging Mr X, a non-EU national, who had been indicted and placed under a detention order by prosecutors in his country for offences including international drug trafficking, money laundering, and criminal conspiracy.

The Monegasque FIU's investigation brought to light the extent of Mr X's assets and economic activities in the Principality, and in connection with various other countries. Among other things, he was the beneficial owner of properties in Monaco owned via two Monegasque sociétés civiles particulières (private non-trading companies), purchased with funds transferred from Mr X's personal accounts or those of companies in which he was a shareholder in several non-EU countries, to his account held with a bank in the Principality. These same funds transfers were used to purchase properties and other big-ticket items (vehicles, motor-cycles, yachts) in various countries.

In total, the accounts held by Mr X with a Monegasque bank (more than ten personal accounts, along with others in the name of companies of which he was the BO) showed a credit balance of more than €3 million. Investigations into his entourage also raised questions as to why individuals or legal entities whose activities were conducted exclusively abroad should have bank accounts in the Principality.

Case study 3

Background: Mr B is married to Mrs B. They have four children together, including Mrs B1, who is married to Mr N JR, grandson of Mr N SR, the former President of Country 1. Mr B is the chairman of oil company S1, which is 50% owned by Country 1, with the other 50% held by a private corporation, S2, registered in Country 2. Mr B resigned from this position to focus on his own businesses, companies S3 and S4. He was also appointed chairman of Country 1's paralympic committee. Mr B appeared to be connected to Mr K, the son-in-law of the former President of country 1, who had a very significant degree of control over that country's oil and gas resources. A press investigation found that Mr N SR had invested in luxury residential properties in six countries over a 20 year period.

M.B, M.K, et un certain M.M seraient soupçonnés de chantage, et M.B visé par une enquête dans une affaire de détournement de fonds budgétaires à grande échelle dans le pays 1.

La société S1, dont M.B était président, achetait du gaz à la société S5 et le revendait en UE. M.B est suspecté d'avoir conclu un accord avec les dirigeants de S2, et d'avoir volontairement réduit puis stoppé le volume des exportations de gaz dans le pays 1. Dans le même temps, 3 sociétés S6, S7 et S8 dont M.B est le bénéficiaire effectif (BE) ont augmenté leur volume d'exportation en achetant du gaz à S5 pour le revendre 3 fois plus cher aux pays de l'UE via la société S2.

A Monaco, M.B est le BE de la société S9 qui a acquis en 2016 un bien immobilier à Monaco, et conclu également un bail d'habitation. S9 a été dissoute en décembre 2017, et l'ensemble de l'actif social (biens immobiliers estimés à plus de 20 M€) est attribué à M.B. Entre 2010 et 2012, M.B aurait acheté pour plus d'1 M€ de bijoux dans la bijouterie A située à Monaco, via les sociétés S6, S7 et une société S9.

M.D, un intermédiaire à Monaco, détient un compte professionnel à Monaco pour son activité. Peu de temps après l'arrestation de M.B par le pays 1, le compte de M.D a enregistré 2 virements d'un montant total d'environ 200K€ en provenance de Trust T1, dans lequel Mme B est la seule BE. Le motif du transfert serait le paiement de charges pour l'appartement de Monaco. Le compte de M.D est ensuite débité d'1/3 de la somme, qui correspondrait aux charges trimestrielles, à destination du cabinet V. Le reliquat est ensuite retourné vers le compte de Trust T1.

Les fonds ayant permis d'acquérir les biens immobiliers à Monaco pourraient être issus du produit de la fraude dans le pays 1, et lesdits investissements immobiliers être ainsi constitutifs de l'infraction de blanchiment.

Mr B, Mr K, and a certain Mr M were suspected of blackmail, while Mr B was the subject of an investigation into large-scale misappropriation of public funds in country 1. Company S1, of which Mr B was chairman, bought gas from company S5 and sold it on in the EU. Mr B was suspected of having made a deal with the senior executives of S2, and deliberately reducing and eventually stopping gas exports in country 1. Meanwhile, three companies of which Mr B was the beneficial owner, S6, S7 and S8, all increased their export volumes by purchasing gas from S5, before selling it on to EU countries at triple the price via company S2.

In Monaco, Mr B was the beneficial owner of company S9, which bought a property in the Principality in 2016, and also signed a residential lease. S9 was wound up in December 2017, and all of its assets (a portfolio of properties estimated at over €20 million) were awarded to Mr B. Between 2010 and 2012, Mr B is believed to have purchased more than €1 million worth of jewellery from jeweller A based in Monaco, via companies S6, S7 and S9.

Mr D, acting as an intermediary in Monaco, held a business account. Shortly after Mr B was arrested by the authorities in country 1, Mr D's account received two transfers totalling approximately €200,000 from Trust T1, of which Mrs B is the sole beneficial owner. The reason given for the transfer was to pay fees relating to the apartment in Monaco. One-third of the sum, supposedly representing the quarterly fees, was then debited from Mr D's account and sent to firm V. The remainder was then returned to the account of Trust T1.

The funds used to purchase the properties in Monaco may have come from the proceeds of fraud in country 1, in which case those purchases would constitute money laundering offences.



IV. ACTIVITÉ DE SUPERVISION DE LA LCB/FT-P

AML/TF/PF SUPERVISORY ACTIVITY

Les agents du SICCFIN sont habilités, par l'article 54 de la Loi n° 1.362 modifiée, à contrôler l'application des obligations mises à la charge des professionnels cités à l'article premier de cette loi.

Ces contrôles peuvent s'effectuer sur pièces ou sur place. Ils ont pour objectif d'assurer le suivi des établissements et de vérifier la bonne mise en œuvre de l'ensemble des obligations et diligences imposées aux professionnels par le législateur.

Le contexte dans lequel s'est exercée l'activité de supervision en 2022 est très particulier du fait que les agents du SICCFIN qui sont en charge de cette mission ont été conduits à consacrer une partie importante de leur travail à l'évaluation de la Principauté de Monaco par le Comité Moneyval, mais également au développement de l'outil STRIX.

Under Article 54 of Act No. 1,362 (amended), SICCFIN officers are authorised to check that the professionals identified in Article 1 of the Act are complying with their obligations.

These checks may take the form of desk audits or on-site inspections. The purpose of these audits and inspections is to monitor institutions and ensure that professionals are complying in full with their due diligence obligations as required by law.

For the SICCFIN officers responsible for this supervisory activity, 2022 was a somewhat unusual year in that a significant proportion of their efforts were devoted to the Principality of Monaco's assessment by the Moneyval Committee, and also developing STRIX.

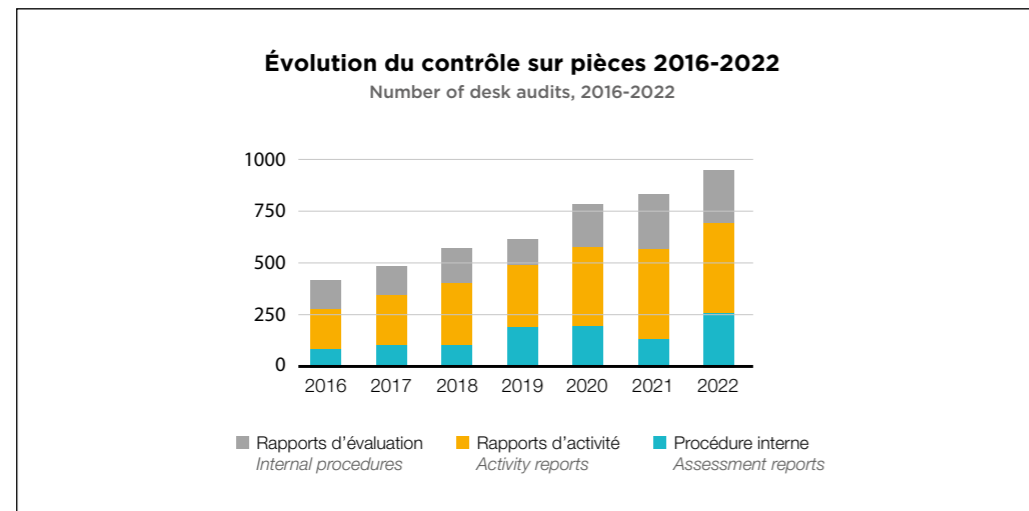
1. Les contrôles sur pièces

Les contrôles sur pièces portent sur les documents que chaque professionnel assujéti à la Loi n° 1362 modifiée est tenu d'adresser au SICCFIN.

Trois catégories de documents sont concernées :

- les procédures internes ;
- les questionnaires annuels ;
- les rapports annuels d'activité (article 33 de la Loi n°1362 modifiée) et d'évaluation (article 59 de la Loi n° 1362 modifiée).

Au total, 938 documents (toutes catégories confondues) ont été reçus et traités par l'Autorité de Supervision pour l'exercice 2022, ce qui traduit une évolution de +14% par rapport à 2021.



1.1 Les procédures internes

En 2022, le SICCFIN a reçu 256 documents correspondants soit à des procédures internes liées à l'installation de nouveaux professionnels, soit à des modifications de procédures existantes envoyées par des professionnels déjà établis.

Si l'on considère les cinq dernières années, on constate une nette augmentation des documents envoyés par les assujettis au SICCFIN (+151% par rapport à 2018). Ces chiffres attestent de leur implication croissante. A ce titre, l'exercice 2022 constitue un record avec une augmentation de +86% par rapport à 2021.

1. Desk audits

These audits review the documents that each professional regulated by Act No. 1,362 is required to submit to SICCFIN.

Three categories of documents are concerned:

- Internal procedures;
- Annual questionnaires;
- Annual activity reports (Article 33 of Act No. 1,362, amended) and assessment reports (Article 59 of Act No. 1,362, amended).

Altogether, some 938 documents (all categories included) were received and processed by the Supervisory Authority for 2022, an increase of 14% compared with 2021.

1.1 Internal procedures

In 2022, SICCFIN received and analysed 256 documents (internal procedures from newly established professionals or amendments to existing procedures from already established professionals).

Over the last five years, there has been a clear rise in the number of documents sent to SICCFIN by professionals subject to AML/TF/PF legislation (+151% since 2018). These figures reflect the increasing level of active involvement by regulated entities. In fact, 2022 was a record year with an 86% increase compared with 2021.

Le tableau ci-après décrit l'évolution des procédures adressées par des professionnels au SICCFIN depuis 2018 :

The table below shows the trend in procedures sent by regulated entities to SICCFIN since 2018:

Professionnels concernés Professionals concerned	2018	2019	2020	2021	2022
Professions Financières Financial Professions					
Banques et institutions financières Banks and financial institutions	6	16	10	14	10
Sociétés de gestion de portefeuilles Portfolio management companies	12	23	21	12	19
Courtiers en Assurance Vie Life insurance brokers	1	2	2	1	5
Changeurs Manuels Bureaux de change	1		1	1	
Concessionnaires de prêts sur gage Pawnbrokers		1		1	
Commissionnaire du Concessionnaire de prêts sur gage Pawnbrokers' agents	1				
Sous-total / Sub-total	21	42	34	29	34
Professions non financières Non-financial professions					
C.S.P. (Sociétés de gestion de sociétés étrangères) C.S.P.s (Company Service Providers)	12	16	17	2	18
Conseils Juridiques Legal consultants	6	16	8	9	13
Agents Immobiliers Estate agents	26	30	28	29	59
Trustees					
Commerçants d'objets de grande valeur* Dealers in items of high value	23	59	60	29	71
Experts Comptables / Comptable agréés Certified public accountants		3	4	4	8
Maison de jeux Gaming houses				1	
Marchands de Biens Property traders	12	15	22	26	35
Centres d'affaires Business centres					2
Agent sportifs Sports agents		3	14	3	6
Multi Family Office Multi family offices	2	4	7	5	10
Sous-total / Sub-total	81	146	160	108	222
Notaires / Notary					
Total (Art. 1^{er} et Art. 2) / Total (Art. 1 and Art. 2)	102	188	194	137	256

On relève une hausse des procédures reçues en 2022 principalement pour les C.S.P. (+800%, ce qui s'explique par un nombre anormalement bas de procédures reçues en 2021), les commerçants d'objets de grande valeur (+145%), les agents immobiliers (+103%) et les agents sportifs (+100%). Plus précisément s'agissant des commerçants d'objets de grande valeur, le tableau ci-dessous reflète les évolutions sur les cinq dernières années :

	2018	2019	2020	2021	2022
Yachts <i>Yacht dealers</i>	7	22	20	8	26
Automobiles <i>Car dealers</i>	0	7	5	1	2
Avions <i>Aircraft dealers</i>	2	4	1	0	4
Bijoutiers/horlogers <i>Jewellers/Watchmakers</i>	9	17	17	10	13
Ventes aux enchères <i>Auction houses</i>	0	1	5	3	
Antiquaires <i>Antiques dealers</i>	2	1	7	4	7
Autres <i>Others</i>	3	7	5	3	19
Total / Total	23	59	60	29	71

Si on constate un net progrès sur 2019 et 2020, une baisse certaine est à déplorer sur l'exercice 2021, et notamment pour les secteurs du yachting et des bijoutiers, avec une nouvelle hausse, très importante cette fois, en 2022.

L'analyse des procédures reçues a conduit à l'émission de lettres de recommandation portant sur les principaux sujets récurrents suivants :

- le dispositif d'alerte (articles 31 et 32 de la Loi n° 1.362 modifiée) et les mesures y relatives ;
- la définition de l'opération atypique (article 27 de l'OS n° 2.318) ;
- l'obligation de procéder à la rédaction d'un examen spécifique pour les clients susceptibles de présenter des niveaux particuliers de risque (article 25 de l'OS n° 2.318) ;
- l'encadrement des paiements en espèces (article 35 de la Loi n° 1.362 modifiée) ;
- l'obligation de transmettre une déclaration de soupçon au SICCFIN en cas de procédure de gel d'avoirs (OS n° 8.664 du 26 mai 2021) et d'adresser des compléments d'information suite à l'émission d'une déclaration de soupçon (article 36 de la Loi n° 1.362 modifiée) ;
- l'obligation d'évaluer les risques auxquels l'établissement est exposé (article 3 de la Loi n° 1.362 modifiée).

The rise in the number of procedures received in 2022 was mostly accounted for by CSPs (+800%, although this was due to an unusually small number of procedures received in 2021), dealers in items of high value (+145%), real estate agents (+103%), and sports agents (+100%). For dealers in items of high value specifically, the table below shows the trend observed over the last five years:

Whilst clear progress was made in 2019 and 2020, there was a disappointing fall in the number of procedures received in 2021, especially in the yacht and jewellery sectors, although the figure rose very sharply in 2022.

The letters of recommendation issued by SICCFIN, based on its analysis of the procedures received, identified a number of recurring issues:

- *The alert system (Articles 31 and 32 of Act No. 1,362, amended) and related measures;*
- *The definition of an unusual transaction (Article 27 of Sovereign Ordinance No. 2,318);*
- *The obligation to draft a specific examination for clients likely to present particular risk levels (Article 25 of Sovereign Ordinance No. 2,318);*
- *The rules on cash payments (Article 35 of Act No. 1,362, amended);*
- *The obligation to send a suspicious transaction report to SICCFIN where an asset freezing procedure is in effect (Sovereign Ordinance No. 8,664 of 26 May 2021), and to send supplementary information after a suspicious transaction report is made (Article 36 of Act No. 1,362, amended);*
- *The obligation to assess the risks to which the regulated entity is exposed (Article 3 of Act No. 1,362, amended).*

1.2 Les questionnaires

Les professionnels assujettis remplissaient annuellement jusqu'en 2022 des questionnaires portant, notamment, sur l'activité, les procédures internes, la formation, l'approche par les risques, le système de surveillance des opérations atypiques, les problématiques liées au gel d'avoirs et les statistiques concernant l'année civile écoulée.

Ces informations constituent une source de renseignements utile qui contribue au suivi de l'entité concernée par le SICCFIN, sur les éventuelles évolutions de son activité, des services proposés ou encore de sa clientèle. Grâce aux informations et données statistiques qu'il contient, ce questionnaire permet de maintenir un lien entre les professionnels et le régulateur entre deux périodes de contrôle sur place et permet enfin au Service d'établir le programme annuel des visites de contrôle sur place, en les priorisant selon un principe d'approche par les risques.

En 2022, des questionnaires dédiés ont été préparés et remplis par les professionnels suivants : banques, sociétés de gestion, assureurs, changeurs manuels, C.S.P., conseils juridiques, agents immobiliers, yachting et commerçants d'objets de grande valeur.

Au cours de l'année 2022, 297 questionnaires ont été renseignés et adressés au SICCFIN (contre 268 en 2021), soit une augmentation de **11%**. Il s'agit là encore du record enregistré depuis la mise en œuvre de ce dispositif.

1.2 Questionnaires

Until 2022, regulated entities were required to complete annual questionnaires covering subjects such as business activity, internal procedures, training, the risk-based approach, the unusual transaction monitoring system, issues to do with asset freezing, and statistics for the past calendar year.

The questionnaires are a valuable source of information, which helps SICCFIN to monitor the entity concerned and any changes to its activity, services or clientele. Thanks to the information and statistical data they contain, the questionnaires help to maintain a link between professionals and the regulator between on-site inspections, while enabling SICCFIN to establish the annual calendar of on-site inspections, prioritising them by risk level.

In 2022, dedicated questionnaires were prepared and completed by the following professionals: banks, management companies, insurers, bureaux de change, CSPs, legal advisors, estate agents, yachting professionals, and dealers in items of high value.

*Over the course of 2022, some 297 questionnaires were completed and sent to SICCFIN (compared with 268 in 2021), a rise of **11%**. This figure is the highest recorded since the questionnaires were introduced.*



La répartition des questionnaires reçus se détaille comme suit sur les cinq dernières années :

The questionnaires received over the last five years break down as follows:

Professionnels concernés Professionals concerned	2018	2019	2020	2021	2022
Professions Financières Financial professions					
Banques et institutions financières Banks and financial institutions	32	33	29	29	27
Sociétés de gestion de portefeuilles Portfolio management companies	45	41	34	41	49
Courtiers en Assurance Vie Life insurance brokers	29	7	5	13	14
Changeurs Manuels Bureaux de change	2	2	2	2	2
Concessionnaires de prêts sur gage Pawnbrokers	1	1	0	1	1
Sous-total / Sub-total	109	84	70	86	93
Professions non financières Non-financial professions					
C.S.P. (Sociétés de gestion de sociétés étrangères) C.S.P.s (Company Service Providers)	35	34	30	32	21
Conseils Juridiques Legal consultants	34	21	21	17	31
Agents Immobiliers Estate agents	96	63	62	96	98
Agents sportif Sports agent					1
Autres Commerçants d'Objets de Grande Valeur Other dealers in items of high valuer		17	8	16	26
Marchands de biens Property trader			1	3	
Yachting / Yacht dealers	2	8	10	12	27
Multi Family Offices Multi family offices	2	1	3	6	
Sous-total / Sub-total	169	144	135	182	204
Total / Total	278	228	205	268	297

Si la plupart des professions ont adressé un nombre équivalent de questionnaires par rapport à l'année précédente, on constate également que l'envoi des questionnaires a progressé sur quelques professions, en particulier le yachting (+125%), et les conseils juridiques (+82%).

Whilst most professions submitted the same number of questionnaires as the previous year, some sent in rather more, particularly yachting professionals (+125%) and legal advisors (+82%).

Seule la profession de C.S.P. enregistre une baisse importante (-11 soit une diminution de 35 %).

Only CSPs submitted a significantly smaller number of questionnaires (eleven fewer, a fall of 35%).

A partir de 2023, la solution STRIX se substitue à ces questionnaires, avec l'ambition d'automatiser et de fiabiliser une approche qui était limitée à certaines professions.

From 2023, the questionnaires will be replaced by the STRIX software package, the aim being to automate an approach that has thus far been limited to certain professionals, and to introduce greater reliability.

1.3 Les rapports annuels

1.3 Annual reports

Parmi les obligations mises à la charge des professionnels par la Loi n° 1.362 et l'Ordonnance Souveraine n° 2.318 modifiées figurent :

The obligations imposed on professionals by Act No. 1,362 and Sovereign Ordinance No. 2,318, amended, include:

- L'établissement d'un rapport d'activité annuel par le professionnel ou le responsable LCB/FT-P désigné, conformément à l'article 33 de la Loi n° 1.362, modifiée ;
- La rédaction par un expert-comptable ou un comptable agréé, inscrit au tableau de l'Ordre, d'un rapport annuel d'évaluation du dispositif LCB/FT-P, conformément à l'article 59 de la Loi n° 1.362, modifiée.

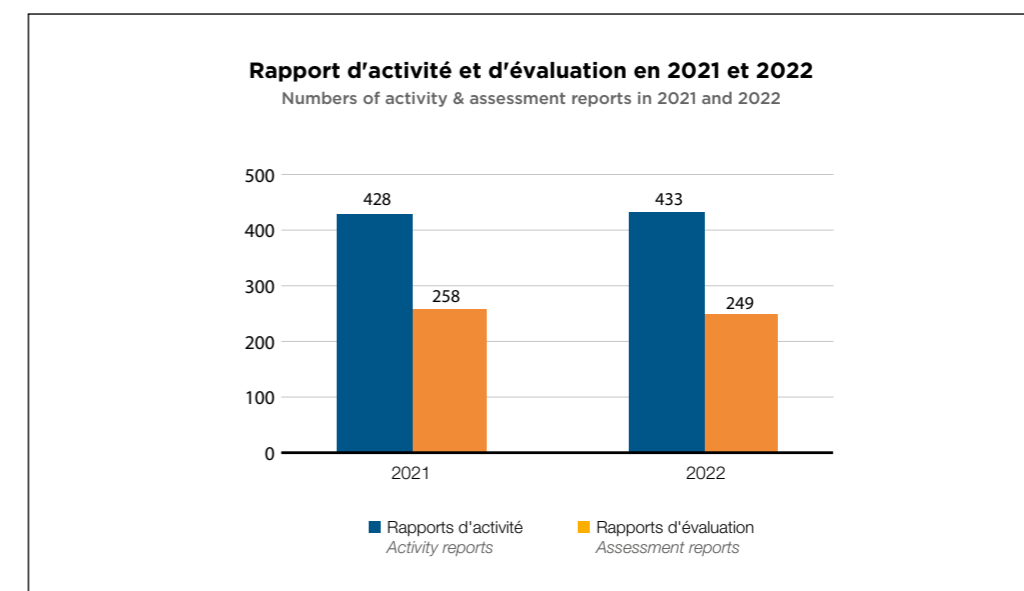
- The production of an annual activity report by the regulated entity or the designated AML/TF/PF officer, in accordance with Article 33 of Act No. 1,362, amended;
- The drafting of an annual AML/TF/PF assessment report by a certified public or accredited accountant, who is a member of the Monaco Association of Accountants, in accordance with Article 59 of Act No. 1,362, amended.

L'analyse de ces documents se révèle être une aide utile pour connaître l'évolution des établissements de la place et adapter le programme des visites sur place en conséquence.

Analysing these documents is a useful aid in understanding institutional changes in Monaco's financial sector and adjusting the schedule of on-site inspections accordingly.

L'évolution des rapports annuels reçus entre 2021 et 2022 s'établit comme suit :

Annual reports received between 2021 and 2022 were as follows:



On constate une augmentation très faible du nombre de rapports d'activité (+5 soit +1%) et une diminution également faible du nombre de rapport d'évaluation (-3%).

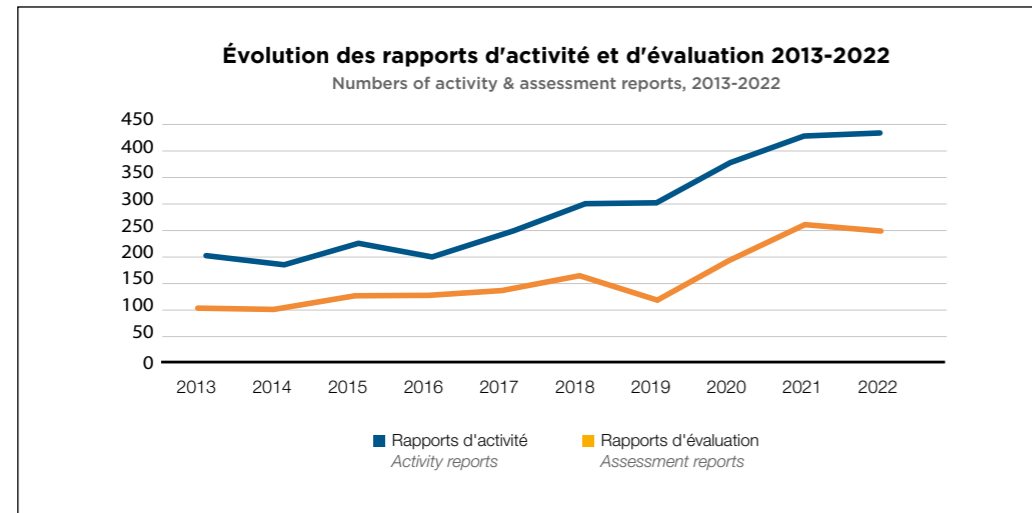
There was a slight increase in the number of activity reports (five more than the previous year, +1%), while the number of assessment reports fell slightly (by 3%).

En ce qui concerne ces rapports, on constate donc une stagnation par rapport à une tendance historique à la hausse depuis 2013.

These figures indicate that report numbers have now stagnated, having previously risen steadily since 2013.

1.3.1 Les rapports annuels d'activité

1.3.1 Les rapports annuels d'activité



Le nombre de rapports d'activité reçus par le SICCFIN sur 2022 est strictement comparable à celui enregistré en 2021 (433 contre 428). Ce chiffre se détaille par profession comme suit sur les cinq dernières années :

The number of activity reports received by SICCFIN in 2022 is very close to that recorded in 2021 (433, compared with 428). This figure breaks down by profession as follows, over the last five years:

Rapports d'activité (art. 33 de la loi n° 1.362, modifiée) Activity reports (Article 33 of Act no. 1,362)					
Professionnels concernés Professionals concerned	2018	2019	2020	2021	2022
Professions Financières <i>Financial Professions</i>					
Banques et institutions financières <i>Banks and financial institutions</i>	27	24	28	25	29
Société de Gestion de Portefeuilles <i>Portfolio management companies</i>	32	40	43	42	45
Courtiers en Assurance Vie <i>Life insurance brokers</i>	4	3	4	3	4
Changeurs Manuels <i>Bureaux de change</i>	1	1	1	2	1
Concessionnaires de prêts sur gages <i>Pawnbrokers</i>		1		1	
Commissionnaires du concessionnaire de prêts sur gages <i>Pawnbrokers' agents</i>	3	0	2	1	
Sous-total / Sub-total	67	69	78	74	79
Professions non financières <i>Non-financial professions</i>					
C.S.P. (Sociétés de gestion de sociétés étrangères) <i>C.S.P.s (Company Service Providers)</i>	38	26	32	34	24
Agents Immobiliers <i>Estate agents</i>	68	64	70	86	91
Conseils Juridiques <i>Legal consultants</i>	13	18	25	28	21
Commerçants d'objets de grande valeur <i>Dealers in items of high value</i>	9	10	7	8	16
Antiquaires <i>Antiques dealers</i>	6	9	6	12	12
Concessionnaires automobiles <i>Car dealers</i>	3	1	6	10	6
Maisons de ventes aux enchères <i>Auction houses</i>	5	2	7	6	5
Vendeurs d'aéronefs <i>Aircraft dealers</i>	8	8	6	4	6
Yachting / Yacht dealers	31	41	44	32	36
Bijoutiers / Jewellers	24	30	33	32	24
Experts Comptables/CAC <i>Certified public accountants /statutory auditors</i>	10	7	9	15	19
Trustees	1	1	2	3	1
Marchands de biens <i>Property traders</i>	13	12	33	63	56
Agents sportifs <i>Sports agents</i>		1	12	8	15
Multi Family Offices <i>Multi family offices</i>	2	3	8	11	18
Maisons de jeux <i>Gaming houses</i>		1	1	1	1
Autres / Other				1	3
Sous-total / Sub-total	231	234	301	354	354
Total / Total	298	303	379	428	433

Peu de professions enregistrent une évolution importante du nombre de rapports adressés, mais la faible évolution du nombre de rapports reçus est imputable au secteur financier (+5 rapports reçus soit +7%).

Le même phénomène avait pu être observé en 2020 où 18% des rapports d'activités reçus correspondaient à des exercices antérieurs.

Comme pour les exercices précédents, les contrôleurs du SICCFIN ont constaté que le point non évoqué dans le rapport annuel d'activité est souvent l'absence de jugement sur l'adéquation de l'organisation administrative, des contrôles internes mis en œuvre et de la collaboration des services du professionnel à la prévention de ces infractions, en tenant compte des activités, de la taille et des implantations du professionnel.

1.3.2 Les rapports annuels d'évaluation

Tous les établissements assujettis ne sont pas soumis à l'obligation d'établir ce rapport, notamment si leur chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 400.000 euros et s'ils ont moins de 3 salariés¹. Sont également dispensées de cette obligation les professions financières. Il est donc difficile de comparer les données relatives au rapport d'évaluation avec celles du rapport d'activité dans la mesure où tous les assujettis aux obligations LCB/FT-P n'y sont pas soumis.

Le tassement constaté en 2022 par rapport à 2021 fait suite à des exercices généralement en hausse, avec des contrastes selon les professions. Cette évolution se détaille par profession comme suit sur les cinq derniers exercices :



¹⁾ Cf. article 64 de l'Ordonnance Souveraine n° 2.318, modifiée. See Article 64 of Sovereign Ordinance No 2.318, as amended.

Few professions submitted a significantly higher number of reports this year, and the financial sector accounts for the small rise in the number of reports received (five more, an increase of 7%).

The same phenomenon was observed in 2020, when 18% of the activity reports received actually covered earlier years.

As in previous years, the SICCFIN inspectors found that in many cases, the annual activity report concerned contained no judgement on the adequacy of the administrative organisation, internal controls implemented and collaboration between the regulated entity's departments to prevent such offences, taking into account the entity's activities, size and the premises in which they operate.

1.3.2 Annual assessment reports

Not all regulated entities are required to produce assessment reports. Those exempt include firms with annual turnover of no more than 400,000 euros and fewer than three employees. The financial professions are also exempt from this requirement. As a result, it is difficult to compare data on assessment reports with those on activity reports, as not all regulated entities are required to provide one.

The fall seen in 2022 followed a period of several years during which the trend was generally rising, albeit with disparities between professions. The overall trend for the last five years breaks down by profession as follows:

Rapports d'évaluation (art.59) de la loi n°1.362, modifiée Assessment reports (Article 59 of Act no. 1,362)					
Professionnels concernés Professionals concerned	2018	2019	2020	2021	2022
Professions Financières Financial Professions					
Banques et institutions financières Banks and financial institutions	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Sociétés de gestion de portefeuilles Portfolio management companies	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Courtiers en Assurance Vie Life insurance brokers	1	1	1	1	2
Changeurs Manuels Bureaux de change		2		1	
Concessionnaires de prêts sur gage Pawnbrokers	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Commissionnaires du concessionnaire de prêts sur gage Pawnbrokers' agents	1		2	1	
Sous-total / Sub-total	2	3	3	3	2
Professions non financières Non-financial professions					
C.S.P. (Sociétés de gestion de sociétés étrangères) C.S.P.s (Company Service Providers)	33	12	14	22	13
Agents Immobiliers Estate agents	43	29	46	66	55
Conseils Juridiques Legal consultants	9	10	12	17	13
Commerçants d'objets de grande valeur Dealers in items of high value	6	5	6	3	15
Antiquaires / Antiques dealers	8	5	5	10	6
Concessionnaires automobiles Car dealers	6	2	8	16	7
Maisons de ventes aux enchères Auction houses	3	4	5	7	5
Valeurs d'aéronefs Aircraft dealers	7	5	6	4	4
Yachting / Yacht dealers	19	22	39	35	35
Bijoutiers / Jewellers	21	15	22	21	27
Experts Comptables/CAC Certified public accountants /statutory auditors	-	-	-	-	-
Trustees	-	-	-	-	1
Marchands de biens Property traders	9	5	19	32	38
Agents sportifs Sports agents			7	8	11
Multi Family Offices Multi family offices	1	1	6	13	15
Maisons de jeux Gaming houses					
Autre /Other				1	2
Sous-total / Sub-total	165	115	195	255	247
Total / Total	167	118	198	258	249

La majeure partie de l'évolution enregistrée en 2021 correspond essentiellement aux professions suivantes : les commerçants d'objets de grande valeur (+12 soit 400%), les antiquaires (-4 soit -40%), les agents immobiliers (-11 soit -17%) et les C.S.P. (-9 soit -41%).

Cependant, il convient de garder à l'esprit qu'une minorité d'assujettis adresse la documentation avec du retard ce qui peut nuancer la portée de certains constats.

2. Les contrôles sur place

2.1 Les contrôles effectués en 2022

Les contrôles réalisés par les agents du SICCFIN sur site ont pour objectif de vérifier l'adéquation du dispositif LCB/FT-P avec les obligations légales et réglementaires auxquelles le professionnel est tenu. Ils permettent des investigations plus approfondies que le contrôle sur pièces, les contrôleurs étant autorisés à se faire communiquer tous documents utiles à cet effet conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi n°1362 modifiée, grâce à l'examen d'un échantillonnage de dossiers clients et d'opérations, en fonction de l'activité spécifique du professionnel concerné.

Ce contrôle de conformité porte sur l'analyse formelle des procédures internes LCB/FT-P rédigées par le professionnel, mais également et surtout sur l'effectivité de leur mise en œuvre. L'objectif est d'établir un constat sur les pratiques de l'établissement sur une période donnée.

Le déroulement d'une mission de contrôle est encadré par les dispositions des articles 37, 37-1, 37-2 et 38 de l'Ordonnance Souveraine n° 2318, modifiée. Ces dispositions prévoient, notamment, qu'à l'issue de la mission, un avant-projet de rapport de mission est adressé au professionnel afin de répertorier les constats faits par les contrôleurs. Avant que le rapport définitif soit envoyé, ce document peut faire l'objet d'observations voire de contestations de la part du professionnel.

Au cours de l'année 2022, le SICCFIN a effectué 12 missions de contrôle sur place, contre 22 en 2021.

Cette décre de nombre de missions sur place découle des perturbations du calendrier de contrôle sur place, notamment par la mobilisation des équipes dans le cadre de la préparation du 5ème cycle d'évaluation de la Principauté de Monaco par le Comité Moneyval, l'ensemble des agents du pôle supervision ayant été mobilisés dans le dialogue et les échanges avec les évaluateurs. Dans ce contexte, le nombre de missions a été lourdement impacté, et le choix des établissements concernés s'est donc essentiellement orienté vers les professions les plus risquées.

The majority of the increase seen in 2021 is accounted for by the following professions: dealers in items of high value (+12, a rise of 400%), antiques dealers (-4, down 40%), estate agents (-11, down 17%), and CSPs (-9, down 41%).

However, it should be borne in mind that a minority of regulated entities submit documentation late, which can affect the scope of certain observations.

2. On-site inspections

2.1 Inspections conducted in 2022

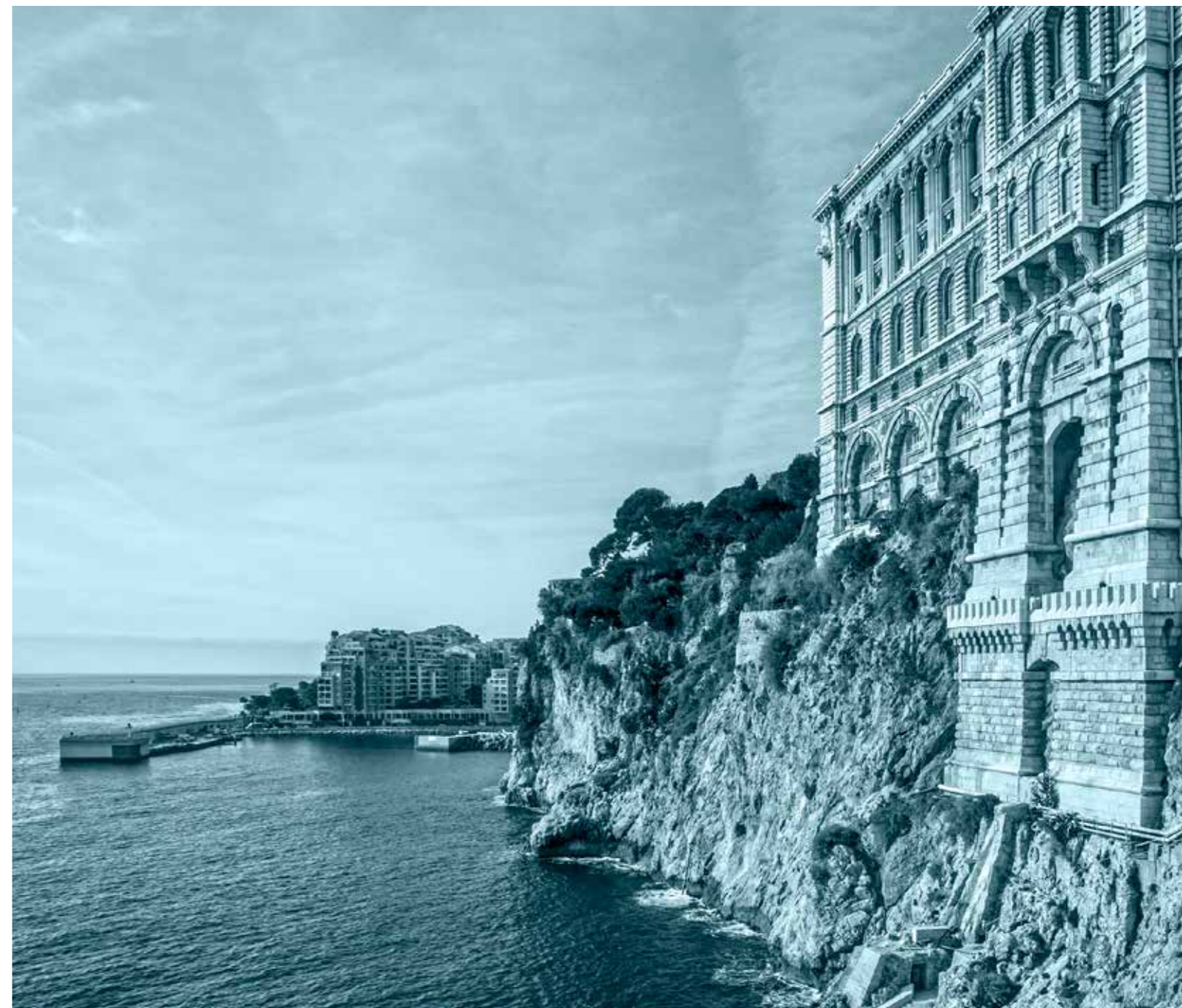
The purpose of on-site inspections by SICCFIN officers is to check that the professional's AML/TF/PF measures are in line with the legal and regulatory obligations by which they are bound. They allow for more in-depth investigations than desk audits, with inspectors authorised to obtain any documents they might deem useful for this purpose, pursuant to the provisions of Article 54 of Act No. 1,362, amended, by examining a sample of customer files and transactions, depending on the specific activity of the professional concerned.

The inspection looks at the formal compliance of the internal procedures drafted by the professional and seeks to ensure that these procedures are implemented effectively. The aim is to establish a picture of the regulated entity's practices over a given period.

Inspections are carried out in accordance with the provisions of Articles 37, 37-1, 37-2 and 38 of Sovereign Ordinance No. 2,318 (as amended). Among other things, these state that the professional must receive a preliminary draft inspection report once the inspector has been completed, to go through the findings listed by the inspectors. The professional has the opportunity to make comments or even challenge this preliminary document, before the final report is sent.

In 2022, SICCFIN conducted a total of 12 on-site inspections, compared with 22 in 2021.

The lower number of on-site inspections is due to disruptions in the on-site inspection planning schedule, with officers' time being taken up with preparations for the assessment of the Principality of Monaco as part of the 5th round of Moneyval evaluations, with all of the Supervisory Team officers being called on to engage in dialogue and discussions with the assessors. This significantly impacted the number of inspections conducted, which accordingly focused mainly on professions considered to pose the highest level of risk.



Ce chiffre de 12 missions comprend des visites sur place dans :

- 4 banques ;
- 3 sociétés de gestion de portefeuilles ;
- 1 C.S.P. ;
- 1 expert comptable ;
- 1 société de yachting ;
- 2 notaires (dans le cadre de l'assistance au Parquet Général qui avait en 2022 la charge de la supervision des activités visées à l'article 2 de la Loi n° 1362, modifiée).

The 12 on-site inspections carried out concerned:

- four banks;
- three portfolio management companies;
- one CSP;
- one certified public accountant;
- one yacht dealer;
- two notaries (as part of assistance to the General Prosecutor's Office, which in 2022 was responsible for supervising the activities listed in Article 2 of Act No. 1,362, amended).

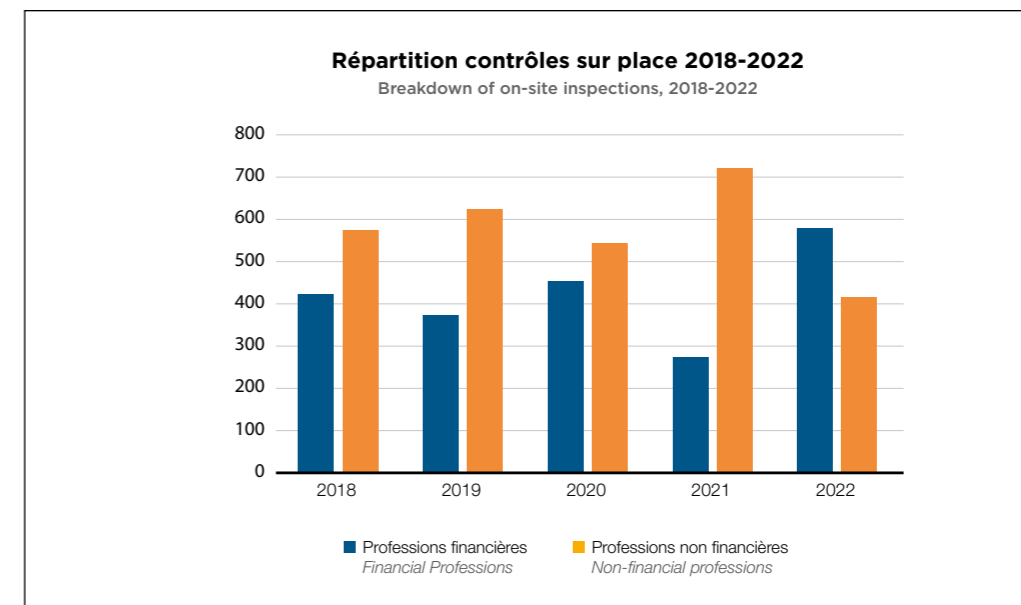
Depuis 2018, l'évolution des contrôles sur place se traduit comme suit :

Since 2018, the number of on-site inspections carried out has evolved as follows:

Professionnels concernés <i>Professionals concerned</i>	2018	2019	2020	2021	2022
Professions Financières <i>Financial Professions</i>					
Banques et institutions financières <i>Banks and financial institutions</i>	4	8	6	3	4
Sociétés de gestion de portefeuilles <i>Portfolio management companies</i>	7	8	2	3	3
Courtiers en Assurance Vie <i>Life insurance brokers</i>	-	-	2		
Bureaux de change <i>Bureaux de change</i>					
Concessionnaires de prêts sur gage <i>Pawnbrokers</i>	-	-	1*		
Sous-total / Sub-total	11	16	10	6	7
Professions non financières <i>Non-financial professions</i>					
C.S.P. (Sociétés de gestion de sociétés étrangères) <i>C.S.P.s (Company Service Providers)</i>	5	12	5	3	1
Conseils Juridiques <i>Legal consultants</i>				1	
Agents Immobiliers <i>Estate agents</i>	4	9	4	6	
Trustees		-	-		
Experts Comptables <i>Certified public accountants</i>	1	2			1
Maisons de Jeux <i>Gaming houses</i>					
Bijoutiers / Jewellers	3				
Yachting / Yacht dealers					1
Commerçants d'objets de grande valeur <i>Dealers in items of high value</i>				1	
Antiquaires / Antiques dealers					
Transmetteurs de Fonds <i>Money remitters</i>	-	-	-	-	-
Ventes aux enchères <i>Auction houses</i>	1	2			
Multi Family Offices <i>Multi family offices</i>	1	1	1	1	
Agents sportif / Sports agents				2	
Huissiers / Process Servers			1	2	
Notaires / Notary			1		2
Avocats / Attorneys-at-Law		1			
Sous-total / Sub-total	15	27	12	16	5
Total / Total	26	43	22	22	12

Comme pour les exercices précédents, il a été privilégié de maintenir une proportion importante d'établissements relevant de professions financières dans la répartition des missions sur place.

As in previous years, a deliberate decision was made to ensure that a significant proportion of on-site inspections focused on firms in the financial sector.



Pour 2022, on peut relever que la répartition entre missions relatives à des professions financières et celle portant sur des professions non financières est la suivante : 58% pour les premières et 42% pour les deuxièmes. Cette importante évolution est liée au fait qu'il a été privilégié de consacrer les ressources limitées de l'équipe de supervision à certains établissements bancaires qui n'avaient pas fait l'objet d'une mission de contrôle sur place depuis longtemps.

For 2022, the breakdown between inspections of financial and non-financial professions is as follows: 58% for financial professions, 42% for non-financial professions. This substantial development is related to the fact that the limited resources of the Supervisory Team were focused on certain selected banking institutions which had not been subject to an on-site inspection for some time.

Ces missions se sont déroulées selon les mêmes modalités que pour l'exercice 2021, notamment avec le recours à l'outil « Safeshare » qui est une solution de travail collaboratif et de transfert de fichiers, déployée par le Gouvernement monégasque depuis 2018.

These inspections were conducted in the same way as in 2021, including the continued use of the collaborative file-sharing solution "Safeshare", rolled out by the Monegasque government in 2018.

Cet outil permet la mise à disposition de documents hautement confidentiels, comme les données nominatives, dans un environnement totalement sécurisé. Il a reçu une Qualification Standard pour un usage « Diffusion Restreinte » par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information française (ANSSI) ; qualification également reconnue par l'Agence Monégasque de Sécurité Numérique (AMSN).

Safeshare allows highly confidential documents and personal information to be made available in a fully secure environment. It has received standard qualification for "Restricted Distribution" use by the French National Cybersecurity Agency (ANSSI), and this qualification is also recognised by the Monaco Cyber Security Agency (AMSN).

Il convient de préciser que la « Safeshare » n'a pas vocation à constituer un espace perpétuel de stockage et de sauvegarde des documents. Une fois la phase de rédaction de l'avant-projet de rapport achevée, les dossiers sont vidés et supprimés de manière irrévocable par le SICCFIN.

Safeshare is not intended to be used as a permanent platform for storing documents. Once the preliminary draft report has been completed, SICCFIN ensures that the folders are emptied of their contents and deleted permanently.

En termes de constats, les principaux sujets relevés sur 2022 ont été les suivants :

- les procédures internes adoptées par les assujettis nécessitent, pour certaines, des modifications afin de répondre plus précisément aux obligations réglementaires.
- la qualité de l'identification des clients et des bénéficiaires effectifs s'est améliorée de façon générale mais n'est pas homogène s'agissant des professions non financières ;
- l'obligation d'évaluation des risques à l'échelle de l'entreprise a évolué de manière favorable pour les professions financières. Il est à noter que l'appréhension de cette obligation pour les professions non financières s'est améliorée même si elle reste à parfaire ;
- les outils de surveillance des opérations utilisés mériteraient un réexamen périodique afin de s'assurer de leur pertinence ou de les adapter, au besoin, aux activités de l'établissement. S'agissant des professionnels non dotés d'un dispositif automatisé des opérations, certains n'ont pas sollicité la dispense comme prévue à l'article 28 de l'Ordonnance Souveraine n°2.318, modifiée ;
- le recours à l'examen particulier d'une opération reste sous exploité alors que cette pratique doit permettre de clarifier certaines opérations en faisant apparaître leur réalité économique.

2.2 Les suites des contrôles sur place

Tout comme les années précédentes, une attention particulière a été portée à l'émission continue des documents issus des contrôles sur place effectués. A ce titre, 14 avant-projets (24 en 2021), 17 projets de rapports (16 en 2021), 15 rapports définitifs (18 en 2021) ainsi que 15 lettres de suite (19 en 2021) ont été adressés. Ces chiffres sont légèrement en baisse par rapport à l'année 2021 eu égard à l'implication marquée des équipes dans le cadre de la préparation du 5^e cycle d'évaluation de la Principauté de Monaco par le Comité Moneyval.

En ce qui concerne le délai d'émission des rapports, au 31 décembre 2022, pour 8 missions menées au cours de l'exercice (sur 12) au moins l'avant-projet avait été émis. Les 4 missions pour lesquelles les rapports n'avaient pas été adressés correspondaient aux missions menées sur la fin de l'année et ces documents ont été émis sur le premier semestre 2023.

Le délai moyen d'émission des avant-projets, entre la date de fin de mission et l'envoi, s'est dégradé en 2022, passant de 63 jours en 2021 à 102 jours en 2022. L'objectif de maintenir la moyenne de ces envois aux alentours de 60 jours s'est avéré difficile à tenir dans la mesure où les rapports correspondants à des missions de contrôle d'établissements bancaires, proportionnellement plus nombreuses en 2022,

The main findings in 2022 were as follows:

- In some cases, the internal procedures adopted by regulated entities need to be modified in order to comply more precisely with regulatory requirements.
- The quality of KYC procedures for clients and beneficial owners has generally improved, but is not uniform among non-financial professions.
- The requirement for company-wide risk assessment has improved for financial professions. It should be noted that non-financial professionals have also improved their compliance with this requirement, but there is still room for progress in this area.
- The tools used to monitor transactions should be re-examined periodically, to ensure that they are still relevant or to adapt them to reflect the entity's activities, where necessary. Some regulated entities which lack automated systems for processing transactions have failed to seek the necessary dispensation from this requirement, as stipulated by Article 28 of Sovereign Ordinance No. 2.318, amended.
- Specific examinations of individual transactions are still not used often enough, despite this practice being intended to clarify certain transactions by identifying their economic reality.

2.2 Post on-site inspection actions

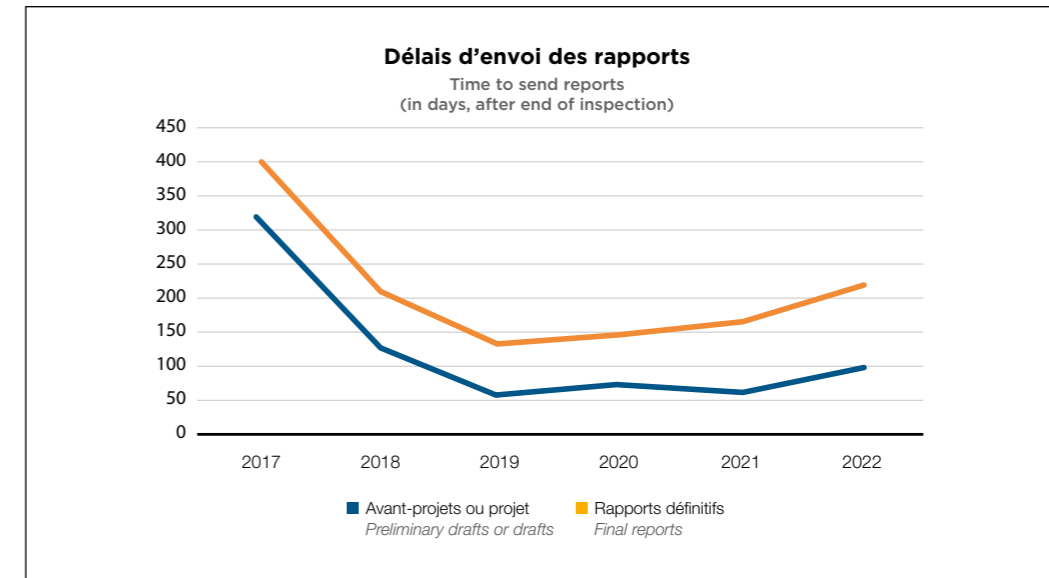
As in previous years, particular attention was paid to the continuous stream of documents issued, based on the on-site inspections carried out. A total of 14 preliminary draft reports (24 in 2021), 17 draft reports (16 in 2021), 15 final reports (18 in 2021), and 15 follow-up letters (19 in 2021) were sent out. These figures are down slightly on 2021, as the teams devoted a significant amount of their time to preparing for the Principality of Monaco's assessment as part of the 5th Moneyval evaluation round.

As regards the time frame for issuing reports, as of 31 December 2022, at least the preliminary draft report had been issued for eight of the 12 inspections carried out that year. The four inspections for which reports had not been issued were all carried out at the end of the year, and these documents were sent out during the first half of 2023.

The average time taken to send out preliminary draft reports, after the final day of the inspection, was longer this year, up from 63 days in 2021 to 102 days in 2022. The target was to keep this period to an average of around 60 days, however this proved difficult as inspection reports take longer to produce for banks, which made up a greater proportion overall in 2022.

sont plus long à rédiger. Depuis 2017, le délai d'envoi des avant-projets de rapport de mission a évolué comme suit :

Since 2017, the time taken to send out preliminary draft reports has evolved as follows:



L'envoi du rapport définitif est, en cas de besoin, suivi d'un courrier enjoignant au professionnel de prendre les mesures appropriées pour pallier les éventuelles insuffisances relevées. Le cas échéant, un délai est déterminé. Concrètement, ce courrier reprend les principales recommandations émises en adéquation avec les constatations du rapport. Son envoi ne signifie pas que la procédure est éteinte et n'exclut pas, si des méconnaissances importantes ou des défaillances graves sont constatées, qu'une procédure de sanction administrative puisse être engagée sur le fondement de l'article 65-1 de la Loi n° 1.362, modifiée.

En 2022, 15 lettres de ce type ont été adressées aux assureurs contrôlés.

Les contrôleurs du SICCFIN peuvent également, sur le fondement de l'article 57 de ce dernier texte, assister le Procureur Général, à sa demande, dans le cadre des contrôles que ce dernier peut décider d'effectuer auprès des auxiliaires de justice.

Au cours de l'année 2022 le SICCFIN a ainsi effectué deux missions d'assistance émanant du Parquet Général pour le contrôle de deux notaires.

Once the final report has been submitted, a follow-up letter may be sent if necessary, instructing the regulated entity to take appropriate measures to rectify the shortcomings identified. If necessary, these must be completed within a prescribed time frame. In concrete terms, this letter reiterates the main recommendations issued in line with the report's observations. This letter does not mean the procedure is over, and does not preclude the possibility of administrative penalty proceedings being launched on the basis of Article 65-1 of Act No. 1,362, amended, in the event of a significant lack of awareness or serious failings.

In 2022, 15 of these letters were sent to entities inspected.

SICCFIN inspectors may also, on the basis of Article 57 of Act No. 1,362, assist the General Prosecutor, on request, as part of inspections that the latter may decide to carry out in relation to law officers.

SICCFIN responded to two requests for assistance from the General Prosecutor's Office in 2022, to conduct inspections of two notaries.



2.3 Les sanctions administratives

En 2009, puis en 2012, la Loi n° 1.362 et son Ordonnance Souveraine d'application ont amélioré et précisé la procédure qui devait être suivie pour prononcer une sanction administrative à l'encontre d'un assujéti. Toutefois, le SICCFIN exerçait le contrôle des organismes et personnes assujétis, rédigeait les rapports de contrôle et décidait de saisir le Ministre d'Etat pour qu'il prononce une sanction administrative.

Cette procédure pouvait laisser présumer une insécurité juridique voire le non-respect de certains droits, tel le droit à un procès équitable prévu par l'article 6 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme (CEDH). Toutefois, cette insécurité juridique était plus présumée que réelle. En effet, des règles pratiques avaient été mises en place afin de respecter le principe du contradictoire à tous les stades de la procédure.

En 2018, lors de la transposition de la 4^e Directive européenne anti-blanchiment, il a toutefois été décidé de séparer la phase de contrôle assurée par le SICCFIN de la phase d'examen des rapports de contrôle, phase pouvant conduire au prononcé d'une sanction administrative et, à présent, dévolue à la C.E.R.C. (Commission d'Examen des Rapports de Contrôle).

Cette commission a été constituée et ses membres nommés en février 2019. Depuis cette date, le SICCFIN transmet au Ministre d'Etat l'intégralité des rapports définitifs pour éventuelle saisine de la C.E.R.C.

Le SICCFIN a transmis au total 153 rapports au 31 décembre 2022 (dont 10 en 2022).

2.3 Administrative penalties

In 2009, and then in 2012, Act No. 1,362 and its implementing Sovereign Ordinance improved and clarified the procedure to be followed when imposing administrative penalties on regulated entities. However, SICCFIN carried out audits and inspections of regulated entities, drafted inspection reports and decided whether cases should be referred to the Minister of State to impose administrative penalties.

It was possible to infer that this procedure entailed a degree of legal uncertainty, or even that certain rights might be breached, such as the right to a fair trial enshrined in Article 6 of the European Convention on Human Rights (ECHR). However, any such legal uncertainty was more presumed than real. Practical rules had been introduced to ensure that the principle that both sides should be heard is properly respected at all stages of the procedure.

In 2018, when the 4th EU Anti-Money Laundering Directive was transposed, a decision was made to separate the inspection process itself, carried out by SICCFIN, from the examination of inspection reports, this being the stage at which administrative penalties can be imposed and which is currently handled by the Audit Reports Review Commission (the "Commission d'Examen des Rapports de Contrôle" or C.E.R.C.).

This Commission was set up and its members appointed in February 2019. Since then, SICCFIN has been sending the Minister of State all final reports for possible referral to the C.E.R.C.

As of 31 December 2022, SICCFIN had sent a total of 153 reports (including ten in 2022).



V. ACTIVITÉ DU PÔLE ADMINISTRATIF

THE ACTIVITY OF SICCFIN'S ADMINISTRATIVE TEAM

1. Présentation du Pôle Administratif pour l'exercice 2022

Le pôle administratif a connu une véritable mutation courant 2022. Pour anticiper les besoins à venir et proposer aux équipes de la CRF et de la Supervision un support technique et fonctionnel efficace. Plusieurs actions ont été menées de manière coordonnée :

- Création d'un service informatique avec la nomination d'un responsable intégré au SICCFIN ;
- Renforcement du secrétariat et préparation de la refonte des procédures de fonctionnement ;
- Mise en chantier d'une réflexion autour de la création d'un pôle de gestion Budgétaire et de Ressources Humaines.

Les évolutions textuelles

L'année 2022 a été riche en évolutions textuelles dans le domaine de la LCB/FT-P et dans des domaines connexes.

LCB/FT-P (Lois)

- Loi n° 1520 du 11 février 2022 complétant la loi n° 1503 du 23 décembre 2020 renforçant le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption ;
- Loi n° 1521 du 11 février 2022 portant diverses mesures pénales en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et contre la fraude et la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces ;
- Loi n° 1528 du 7 juillet 2022 portant modification de diverses dispositions en matière de numérique et réglementation des activités des prestataires de services sur actifs numériques ou sur cryptoactifs ;

1. Presentation of the Administrative Team in 2022

The Administrative Team underwent some extensive changes in 2022. These were designed to ensure the organisation is properly prepared for changing requirements going forward, and to provide the FIU and Supervisory Teams with efficient technical and functional support. A series of coordinated measures were taken:

- An IT department was created, headed by a newly appointed director recruited from outside SICCFIN.
- The secretariat was given additional resources and preparations made for changes to working procedures.
- Preliminary planning began for the eventual creation of a Budget Management and Human Resources Team.

Changes to Legislation

Various reforms were made to legislation on AML/TF/PF and related areas in 2022.

In the field of AML/TF/PF -PF (Laws)

- Act No. 1,520 of 11 February 2022 supplementing Act No. 1,503 of 23 December 2020 strengthening measures to combat money laundering, terrorist financing and corruption;
- Act No. 1,521 of 11 February 2022 implementing various criminal measures to combat money laundering, fraud, and counterfeiting of non-cash means of payment;
- Act No. 1,528 of 7 July 2022 amending various provisions relating to digital technology and regulating the activities of digital asset or crypto-asset service providers;

- Loi n° 1529 du 29 juillet 2022 portant diverses dispositions d'ordre économique et juridique ;

- Loi n° 1537 du 9 décembre 2022 complétant la loi n° 1362 du 3 août 2009 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption, modifiée ;

LCB/FT-P (Ordonnances Souveraines)

- Ordonnance Souveraine n° 9,061 du 21 janvier 2022 modifiant l'Ordonnance Souveraine n° 8,964 du 6 décembre 2021 créant un Comité de coordination et de suivi de la stratégie nationale de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive et la corruption ;

- Ordonnance Souveraine n° 9,125 du 25 février 2022 portant modification de l'Ordonnance Souveraine n° 2,318 du 3 août 2009 fixant les conditions d'application de la loi n° 1,362 du 3 août 2009 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption, modifiée ;

- Ordonnance Souveraine n° 9,170 du 4 avril 2022 portant modification de l'Ordonnance Souveraine n° 2,318 du 3 août 2009 fixant les conditions d'application de la loi n° 1,362 du 3 août 2009 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption, modifiée ;

- Ordonnance Souveraine n° 9,223 du 28 avril 2022 portant modification de l'Ordonnance Souveraine n° 2,318 du 3 août 2009 fixant les conditions d'application de la loi n° 1,362 du 3 août 2009 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption, modifiée ;

- Ordonnance Souveraine n° 9,393 du 29 juillet 2022 rendant exécutoire la Convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme du Conseil de l'Europe (STCE n° 198 - dite Convention de Varsovie), adoptée le 16 mai 2005 ;

- Ordonnance Souveraine n° 9,394 du 29 juillet 2022 portant modification de l'Ordonnance Souveraine n° 1,089 du 4 mai 2007 rendant exécutoire la Convention pénale sur la corruption, modifiée ;

- Ordonnance Souveraine n° 9,465 du 16 septembre 2022 portant modification de l'Ordonnance Souveraine n° 2,318 du 3 août 2009 fixant les conditions d'application de la loi n° 1,362 du 3 août 2009 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption, modifiée ;

- Ordonnance Souveraine n° 9,510 du 20 octobre 2022 portant modification de l'Ordonnance Souveraine n° 2,318 du 3 août 2009 fixant les conditions d'application de la loi n° 1,362 du 3 août 2009 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption, modifiée ;

- Act No. 1,529 of 29 July 2022 implementing various economic and legal provisions;

- Act No. 1,537 of 9 December 2022 supplementing Act No. 1,362 of 3 August 2009, amended, on the fight against money laundering, terrorist financing and corruption;

In the field of AML/TF/PF-PF (Sovereign Ordinances)

- Sovereign Ordinance No. 9,061 of 21 January 2022, amending Sovereign Ordinance No. 8,964 of 6 December 2021, creating a Coordination and Monitoring Committee for the national strategy to combat money laundering, terrorist financing, the proliferation of weapons of mass destruction and corruption;

- Sovereign Ordinance No. 9,125 of 25 February 2022 amending Sovereign Ordinance No. 2,318 of 3 August 2009 setting the conditions for the application of Act No. 1,362 of 3 August 2009, amended, on the fight against money laundering, terrorist financing and corruption;

- Sovereign Ordinance No. 9,170 of 4 April 2022 amending Sovereign Ordinance No. 2,318 of 3 August 2009 setting the conditions for the application of Act No. 1,362 of 3 August 2009, amended, on the fight against money laundering, terrorist financing and corruption;

- Sovereign Ordinance No. 9,223 of 28 April 2022 amending Sovereign Ordinance No. 2,318 of 3 August 2009 setting the conditions for the application of Act No. 1,362 of 3 August 2009, amended, on the fight against money laundering, terrorist financing and corruption;

- Sovereign Ordinance No. 9,393 of 29 July 2022 giving effect to the Council of Europe Convention on Convention on Laundering, Search, Seizure and Confiscation of the Proceeds from Crime and on the Financing of Terrorism (CETS 198 - the "Warsaw Convention"), adopted on 16 May 2005;

- Sovereign Ordinance No. 9,394 of 29 July 2022 amending Sovereign Ordinance No. 1,089 of 4 May 2007, amended, enforcing the Criminal Law Convention on Corruption;

- Sovereign Ordinance No. 9,465 of 16 September 2022 amending Sovereign Ordinance No. 2,318 of 3 August 2009 laying down the conditions for the application of Act No. 1,362 of 3 August 2009, amended, on the fight against money laundering, terrorist financing and corruption;

- Sovereign Ordinance No. 9,510 of 20 October 2022 amending Sovereign Ordinance No. 2,318 of 3 August 2009 setting the conditions for the application of Act No. 1,362 of 3 August 2009, amended, on the fight against money laundering, terrorist financing and corruption;

En ce qui concerne les gels de fonds (Ordonnances Souveraines) :

- Ordonnance Souveraine n° 9,098 du 11 février 2022 portant modification de l'Ordonnance Souveraine n° 8,664 du 26 mai 2021 relative aux procédures de gel des fonds et des ressources économiques en application de sanctions économiques internationales ;

- Ordonnance Souveraine n° 9,171 du 4 avril 2022 portant modification de l'Ordonnance Souveraine n° 8,664 du 26 mai 2021 relative aux procédures de gel des fonds et des ressources économiques en application de sanctions économiques internationales, modifiée ;

- Ordonnance Souveraine n° 9,533 du 7 novembre 2022 portant modification de l'Ordonnance Souveraine n° 8,664 du 26 mai 2021 relative aux procédures de gel des fonds et des ressources économiques en application de sanctions économiques internationales, modifiée ;

Et plus largement dans les domaines économiques :

- Ordonnance Souveraine n° 9,072 du 28 janvier 2022 portant modification de l'Ordonnance Souveraine n° 8,635 du 29 avril 2021 portant application de la loi n° 214 du 27 février 1936 portant révision de la loi n° 207 du 12 juillet 1935 sur les trusts, modifiée ;

- Ordonnance Souveraine n° 9,253 du 12 mai 2022 portant modification de l'article 4 de l'Ordonnance Souveraine n° 2,853 du 22 juin 1962, modifiée, portant application de la loi n° 721 du 27 décembre 1961 instituant un Répertoire du Commerce et de l'Industrie, modifiée ;

- Ordonnance Souveraine n° 9,256 du 12 mai 2022 portant modification des articles 6 et 7 de l'Ordonnance Souveraine n° 3,573 du 11 mai 1966, modifiée, portant application de la loi n° 797 du 18 février 1966 relative aux sociétés civiles, modifiée ;

- Ordonnance Souveraine n° 9,254 du 12 mai 2022 portant modification de l'article 7 de l'Ordonnance Souveraine n° 6,418 du 6 décembre 1978, modifiée, fixant, en ce qui concerne le registre spécial d'inscription, les modalités d'application de la loi n° 1,008 du 4 juillet 1978 sur la profession d'agent commercial ;

- Ordonnance Souveraine n° 9,131 du 4 mars 2022 modifiant l'Ordonnance Souveraine n° 1,285 du 10 septembre 2007 portant application de la loi n° 1,339 du 7 septembre 2007 relative aux fonds communs de placement et aux fonds d'investissement, modifiée ;

- Ordonnance Souveraine n° 9,259 du 12 mai 2022 portant modification de l'Ordonnance Souveraine n° 1,284 du 10 septembre 2007 portant application de la loi n° 1,338 du 7 septembre 2007 sur les activités financières, modifiée ;

In the field of asset-freezing measures (Sovereign Ordinances):

- Sovereign Ordinance No. 9,098 of 11 February 2022 amending Sovereign Ordinance No. 8,664 of 26 May 2021 on procedures for freezing funds and economic resources in accordance with international economic sanctions;

- Sovereign Ordinance No. 9,171 of 4 April 2022 amending Sovereign Ordinance No. 8,664 of 26 May 2021, amended, on procedures for freezing funds and economic resources in accordance with international economic sanctions;

- Sovereign Ordinance No. 9,533 of 7 November 2022 amending Sovereign Ordinance No. 8,664 of 26 May 2021, amended, on procedures for freezing funds and economic resources in application of international economic sanctions;

And concerning the economy in general:

- Sovereign Ordinance No. 9,072 of 28 January 2022 amending Sovereign Ordinance No. 8,635 of 29 April 2021 implementing Act No. 214 of 27 February 1936 reforming Act No. 207 of 12 July 1935, amended, on trusts;

- Sovereign Ordinance No. 9,253 of 12 May 2022 amending Article 4 of Sovereign Ordinance No. 2,853 of 22 June 1962, amended, implementing Act No. 721 of 27 December 1961, amended, establishing a Trade and Industry Register;

- Sovereign Ordinance No. 9,256 of 12 May 2022 amending Article 6 and 7 of Sovereign Ordinance No. 3,573 of 11 May 1966, amended, implementing Act No. 797 of 18 February 1966, amended, on non-trading companies;

- Sovereign Ordinance No. 9,254 of 12 May 2022 amending Article 7 of Sovereign Ordinance No. 6,418 of 6 December 1978, amended, laying down the conditions for application of Act No. 1,008 of 4 July 1978 on the profession of commercial agent with regard to the special register;

- Sovereign Ordinance No. 9,131 of 4 March 2022 amending Sovereign Ordinance No. 1,285 of 10 September 2007 implementing Act No. 1,339 of 7 September 2007, amended, on mutual funds and investment funds;

- Sovereign Ordinance No. 9,259 of 12 May 2022 amending Sovereign Ordinance No. 1,284 of 10 September 2007 implementing Act No. 1,338 of 7 September 2007, amended, on financial activities;

- Sovereign Ordinance No. 9,255 of 12 May 2022, amending Article 8 of Sovereign Ordinance No. 4,528 of 10 August 1970, amended, implementing Act No. 879 of 26 February 1970 on economic interest groupings;

- Ordonnance Souveraine n° 9.255 du 12 mai 2022 portant modification de l'article 8 de l'Ordonnance Souveraine n° 4.528 du 10 août 1970, modifiée, portant application de la loi n° 879 du 26 février 1970 relative aux groupements d'intérêt économique ;
- Ordonnance Souveraine n° 9.617 du 15 décembre 2022 modifiant l'Ordonnance Souveraine n° 3.573 du 11 mai 1966, modifiée, portant application de la loi n° 797 du 18 février 1966 relative aux sociétés civiles, modifiée ;
- Ordonnance Souveraine n° 9.616 du 15 décembre 2022 modifiant l'Ordonnance Souveraine n° 4.528 du 10 août 1970, modifiée, portant application de la loi n° 879 du 26 février 1970 relative aux groupements d'intérêt économique ;
- Ordonnance Souveraine n° 9.615 du 15 décembre 2022 modifiant l'Ordonnance Souveraine n° 6.418 du 6 décembre 1978, modifiée, fixant, en ce qui concerne le registre spécial d'inscription, les modalités d'application de la loi n° 1.008 du 4 juillet 1978 sur la profession d'agent commercial ;
- Ordonnance Souveraine n° 9.614 du 15 décembre 2022 modifiant l'Ordonnance Souveraine n° 2.853 du 22 juin 1962, modifiée, portant application de la loi n° 721 du 27 décembre 1961 instituant un Répertoire du Commerce et de l'Industrie, modifiée
- Ordonnance Souveraine n° 9.275 du 25 mai 2022 modifiant les annexes A et B de l'Accord monétaire conclu le 29 novembre 2011 entre l'Union européenne et la Principauté de Monaco ;

2. Activité du pôle administratif

2.1 Service Informatique

Le service informatique a été créé pour répondre aux besoins des pôles du SICCFIN et participer au plan d'accélération de modernisation exigé par les recommandations du rapport MONEYVAL.

La création du service a été marquée par l'arrivée d'un chef de Mission qui a repris les dossiers en cours et lancé les chantiers en gestation. Il a également défini un schéma directeur pour les trois prochaines années.

2.1.1 Les missions du service informatique

Le service Informatique a un rôle de conseil et d'assistance auprès de l'ensemble des personnels du SICCFIN. A ce titre, il assure la liaison entre les différents services de la Délégation Interministérielle chargée de la Transition (DITN) et le SICCFIN.

- *Sovereign Ordinance No. 9.617 of 15 December 2022 amending Sovereign Ordinance No. 3.573 of 11 May 1966, amended, implementing Act No. 797 of 18 February 1966, amended, on non-trading companies;*
- *Sovereign Ordinance No. 9.616 of 15 December 2022 amending Sovereign Ordinance No. 4.528 of 10 August 1970, amended, implementing Act No. 879 of 26 February 1970, on economic interest groupings;*
- *Sovereign Ordinance No. 9.615 of 15 December 2022 amending Sovereign Ordinance No. 6.418 of 6 December 1978, amended, laying down the conditions for application of Act No. 1.008 of 4 July 1978 on the profession of commercial agent with regard to the special register;*
- *Sovereign Ordinance No. 9.614 of 15 December 2022 amending Sovereign Ordinance No. 2.853 of 22 June 1962, amended, implementing Act No. 721 of 27 December 1961, amended, establishing a Trade and Industry Register;*
- *Sovereign Ordinance No. 9.275 of 25 May 2022 amending Annexes A and B to the Monetary Agreement of 29 November 2011 between the European Union and the Principality of Monaco;*

2. The activity of siccfin's administrative team

2.1 IT Department

The IT Department was set up to address the requirements of SICCFIN's various operational teams, and to step up the process of modernisation demanded by the MONEYVAL Committee in their recommendations.

A new Head of IT was brought in to take over the existing projects and launch new developments. They also mapped out a master plan for the next three years.

2.1.1 What the IT Department does

The IT Department provides advice and assistance to all SICCFIN personnel. It acts as a liaison between SICCFIN and the various agencies of the Digital Transition Office of Monaco, otherwise known as the DITN.

Le service intervient également dans le suivi des dossiers en mode projet et pour les applications qui sont en production. Il est partie prenante pour initier de nouveaux projets pour répondre à des demandes légales ou dans le cadre des actions de remédiation qui ont été identifiées par les auditeurs de MONEYVAL.

Véritable organe de sécurité, il est en relation avec l'Autorité Monégasque de Sécurité Numérique (AMSN) et veille au respect des règles définies par la Politique de Sécurité des Systèmes d'Information de l'Etat (PSSIE) établie par le Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI).

Le service a également pour mission de faire une veille technique et fonctionnelle des solutions informatiques qui pourraient intéresser le SICCFIN.

2.2 Le secrétariat

Le secrétariat du SICCFIN est organisé autour d'un secrétaire et d'un archiviste. Au-delà des tâches de gestion des communications entrantes & sortantes du Service, il assure également la gestion administrative liée aux budgets et aux dépenses.

Une réflexion a été entamée en fin d'année autour des procédures qui sont prises en charge par le Secrétariat. On pense notamment aux processus liés aux enregistrements des responsables LBC/FT-C, la communication avec les assujettis ou encore la gestion des informations de contact de ces derniers. Les démarches entamées en 2022 doivent aboutir à l'instauration de nouveaux usages (internes/externes) et la mise en œuvre de nouveaux outils informatiques.

Place forte au sein du service, le Secrétariat assiste l'ensemble des pôles et participe à l'effort globale du SICCFIN.

The IT Department also oversees project planning and applications under development. It plays an active role in the adoption of new projects designed to meet statutory requirements or to address remedial measures identified by the MONEYVAL assessors.

An important part of the IT Department's remit is data security, and as such it liaises with the Monaco Cyber Security Agency (AMSN) and ensures compliance with the Monegasque State Information Systems Security Policy (PSSIE), established by the Chief Information Systems Security Officer (RSSI).

The Department also handles technology watch and monitors the development of IT solutions potentially of interest to SICCFIN.

2.2 The Secretariat

SICCFIN's Secretariat is staffed by a secretary and an archivist. In addition to handling incoming and outgoing communications, it is also responsible for administrative tasks relating to the management of the organisation's budget and spending.

At the end of the year, a review of the procedures currently handled by the Secretariat was launched. These include the registration of AML/TF/PF officers, communications with regulated entities, and management of regulated entities' contact details. The process begun in 2022 will eventually see new practices adopted (both internal and external), and new IT resources deployed.

The Secretariat plays a crucial role, providing essential support to all of the teams and contributing to SICCFIN's overall performance.



VI. COOPÉRATION NATIONALE

NATIONAL COOPERATION

« Le SICCFIN participe dans le cadre de la politique nationale LCB/FT-P à plusieurs organes qui contribuent à celle-ci et possèdent chacun un objet, un périmètre et des membres différents ».

"SICCFIN is a member of several bodies that contribute to the national AML/TF/PF policy, each of which has a different role, remit, and membership".

Comité de Coordination

- Objet: sous l'autorité du Département des Finances et de l'Economie, échange sur les questions d'intérêt commun entre les services administratifs chargés du contrôle des activités de banque, d'investissement, d'assurance, de gestion et d'administration des personnes morales étrangères.
- Fréquence: trimestrielle

Coordination Committee

- Role: reporting to the Ministry of Finance and Economy, discusses matters of common interest to the various government departments and agencies responsible for supervising banking, investment, insurance, management, and administration of foreign-registered legal entities.
- Frequency: quarterly

Groupe de Contact

- Objet: sous l'autorité du Directeur des Services Judiciaires, information réciproque entre les autorités judiciaires (Parquet Général, magistrats), les autorités de police et le SICCFIN.
- Fréquence: autant que nécessaire

Contact Group

- Role: under the authority of the Secretary of Justice, ensures that information is shared reciprocally between the judicial authorities (Public Prosecutor, judiciary), the police, and SICCFIN.
- Frequency: as often as necessary.

Comité de Liaison

- Objet: sous l'autorité du Département des Finances et de l'Economie, assurer une information réciproque entre les services de l'Administration concernés par la LCB/FT-P et les professionnels soumis aux obligations de la loi n°1,362.
- Fréquence: semestrielle

Liaison Committee

- Role: reporting to the Ministry of Finance and Economy, channels information between government departments and agencies involved in AML/TF/PF, and regulated entities subject to Act No. 1,362.
- Frequency: every six months



Comité de Coordination et de suivi de la stratégie nationale

- Objet: sous l'autorité du Ministre d'Etat, coordination de la stratégie nationale LCB/FT-P.
- Fréquence: au moins une fois par an pour les deux collèges et autant que nécessaire pour le premier collège.

Committee for Coordination and Monitoring of the National Strategy

- Role: reporting to the Ministry of State, coordinates the national AML/TF/PF strategy.
- Frequency: the full committee convenes at least once a year, while the core committee members meet as often as necessary.

LIENS UTILES

USEFUL LINKS

Le site internet de l'AMSF est un outil de référence afin de trouver des ressources utiles en matière de LCB/FT-P. Il est consultable à l'adresse suivante : <https://amsf.mc/>

Les actualités les plus importantes sont relayées dans le fil d'actualité et également sur la page LinkedIn de l'AMSF.

Le site de référence pour ce qui concerne les mesures de gels des fonds applicables en Principauté de Monaco est le site internet dédié du Gouvernement Princier : <https://geldefonds.gouv.mc/>

Il est essentiel de le consulter régulièrement.

À cet égard, la Direction du Budget et du Trésor est en charge de la mise à jour de la Liste Nationale de toutes les personnes et entités faisant l'objet de mesures de gel à Monaco et elle est également le point de contact pour toute demande relative aux sanctions financières.

Pour aller plus loin :

- Autorité Monégasque de Sécurité Financière : <https://amsf.mc/>
- La liste nationale : <https://geldefonds.gouv.mc/liste-nationale-de-gel-des-fonds>
- Newsletter : <https://geldefonds.gouv.mc/newsletter/register>
- L'API : <https://geldefonds.gouv.mc/api>

Autres liens :

- GAFI (FATF) : <https://www.fatf-gafi.org/fr/home.html>
- Conseil de l'Europe (CoE) : <https://www.coe.int/fr/web/portal/home>
- Moneyval (CoE) : <https://www.coe.int/fr/web/moneyval/home>
- GRECO (CoE) : <https://www.coe.int/fr/web/greco>
- Portail Officiel du Gouvernement Princier : <https://www.gouv.mc/>

The AMSF's website is a reliable source of useful information about AML/TF/PF. It can be found at the following address: <https://amsf.mc/>

The news feed contains details of the most important developments in AML/TF/PF, which can also be found on AMSF's LinkedIn page.

Although the AMSF's website does contain a section on asset freezing, the dedicated website run by the Prince's Government is the official source of information about funds freezing measures applicable in the Principality of Monaco. It can be found at <https://geldefonds.gouv.mc/en>.

All those concerned by AML/TF/PF should ensure they visit the website regularly.

The Department of Budget and Treasury is responsible for updating the national list of persons and entities subject to asset-freezing measures in Monaco, and is also the main point of contact for all financial sanctions-related matters.

For further:

- Autorité Monégasque de Sécurité Financière : <https://amsf.mc/>
- The national list : <https://geldefonds.gouv.mc/liste-nationale-de-gel-des-fonds>
- Newsletter : <https://geldefonds.gouv.mc/newsletter/register>
- The API : <https://geldefonds.gouv.mc/api>

Other links:

- FATF : <https://www.fatf-gafi.org/fr/home.html>
- Council of Europe (CoE) : <https://www.coe.int/fr/web/portal/home>
- Moneyval (CoE) : <https://www.coe.int/fr/web/moneyval/home>
- GRECO (CoE) : <https://www.coe.int/fr/web/greco>
- Official website of the Prince's Government : <https://www.gouv.mc/>



**Service d'Information
et de Contrôle sur les Circuits Financiers**

13 rue Émile de Loth
98000 MONACO
Téléphone : (+377) 98 98 42 22
Fax : (+377) 98 98 42 24

